

SALAIRES ET TRAITEMENTS

En période d'Instabilité Monétaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 11 Juin 1924

PAR

FRANÇOIS ETTORI

Président : M. NOGARO.

Suffragants : { M. PERREAU, profeseur.
M. OUALID, chargé de Cours.

PARIS

EDITIONS RHEA, 21 Rue CUJAS

1924

SALAIRES ET TRAITEMENTS

en période d'instabilité monétaire

SALAIRES ET TRAITEMENTS

En période d'Instabilité Monétaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 11 Juin 1924

PAR

FRANÇOIS ETTORI

Président : M. NOGARO.

Suffragants : { M. PERREAU, professeur.
M. OUALID, chargé de Cours.

PARIS

EDITIONS RHÉA, 21 Rue Cujas

—
1924

UNIVERSITEIT LEIDEN

1814

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Salaires et Traitements

en période d'instabilité monétaire

(France, Allemagne, Angleterre)

« L'inflation monétaire dans la mesure où elle entraîne la hausse de tous les prix influe directement ou indirectement sur le mouvement des salaires. Réciproquement, les salaires qui dans les périodes de baisse générale constituent l'élément le moins mobile, le plus inerte des prix de revient, contribuent à consolider la hausse et l'inflation. Il n'est pas besoin de statistiques pour démontrer l'exactitude de ces observations banales dans leur généralité. En revanche il est intéressant d'étudier du point de vue social et économique dans quelle mesure en période d'inflation le mouvement des salaires suit ou précède le mouvement général des prix, s'il intéresse également tous les ouvriers, s'il ne favorise pas dans la classe ouvrière certaines catégories, n'en lèse pas d'autres, et quelles sont ces catégories » (1).

Notre but a été analogue. Nous avons essayé de montrer dans une première partie les répercussions fâcheuses de l'instabilité monétaire sur les salaires (et les traitements): nous avons analysé dans une deuxième partie les remèdes qui ont été appliqués pour pallier à quelques-uns de ces maux. Le plan par nous adopté pour cette étude est le suivant :

(1) Semaine de la monnaie. — La politique financière et monétaire de la France, chapitre 2: *L'instabilité monétaire et les salaires*, par E. MIREAUX.

PLAN

PREMIÈRE PARTIE

LES MAUX

CHAPITRE I^{er} : *L'instabilité monétaire et l'évolution générale des salaires et traitements depuis 1914 jusqu'à 1923.*

SECTION 1 : en France.

SECTION 2 : en Angleterre.

SECTION 3 : en Allemagne.

Appendice au chapitre I^{er} :

Salaires déterminés par la marche financière de l'industrie.
(Mineurs anglais)

CHAPITRE II : *Caractères généraux de cette évolution.*

SECTION 1 : Période de déflation (Angleterre).

Paragraphe 1 : Inégalités.

Paragraphe 2 : Nivellement.

Paragraphe 3 : Régression.

SECTION 2 : Période d'inflation (France, Allemagne, Angleterre).

Paragraphe 1 : Nivellement (Allemagne, France, Angleterre).

Paragraphe 2 : Régression (Allemagne, Angleterre, France).

Paragraphe 3 : Retard (Etude d'ensemble dans les trois pays).

DEUXIÈME PARTIE

LES REMÈDES

CHAPITRE I^{er} : *L'adaptation automatique.*

SECTION 1 : L'échelle mobile et le système des salaires à valeur stable en Allemagne.

SECTION 2 : L'échelle mobile en Angleterre.

CHAPITRE II : *Les indemnités pour charges de famille.*

SECTION 1 : Sursalaire familial et indemnités pour charges de famille en France.

SECTION 2 : Salaire et traitement social en Allemagne.

PREMIÈRE PARTIE

LES MAUX

CHAPITRE PREMIER

L'inflation et les fluctuations des salaires et traitements pendant la guerre et l'après-guerre (1914-1923)

SECTION I

EN FRANCE

Une étude rapide de l'inflation (1) française nous a paru nécessaire avant tout développement sur les traitements et salaires. Il n'est pas douteux en effet que la dépréciation de notre monnaie est l'un des facteurs essentiels de la hausse des

(1) Par inflation, nous entendons, avec M. Germain Martin (à son cours 1922-23), « l'accroissement relativement à la masse des produits et des services achetales par une collectivité donnée de la masse de pouvoir nominal d'achat dont dispose cette même collectivité ; les instruments de paiement d'une valeur nominale fixe étant constitués soit par la monnaie proprement dite : espèces métalliques ou monnaie de papier ayant cours légal ou forcé ; et de plus, par tous papiers, chèques ou billets donnant à tout moment un droit immédiat sur simple présentation, à un nombre fixe d'unités monétaires ayant cours légal.

puits 1914 dans le pouvoir d'achat du public; le chiffre des dépôts et comptes-courants créditeurs est passé dans les grandes banques françaises de un milliard 211 millions le 31 décembre 1914 à 7 milliards 400 millions le 31 décembre 1921 (1) ».

Durant toute cette période de guerre et d'après-guerre, le prix des marchandises s'est de son côté considérablement accru; suivant des renseignements puisés dans la Statistique générale de la France l'indice des prix de gros atteignait 143 en 1915 (Base 100 en 1914) et 188 en 1916. En juin 1917 il était passé à 273 et un an plus tard à 344; au mois d'avril 1920 il atteignait son maximum (600); il baissait depuis jusqu'en 1922 (juin 1921, 332) pour se relever considérablement dans le courant de 1923 (476 en novembre).

Evolution des salaires. — Les salaires en France ont subi du fait de l'inflation monétaire de profondes modifications. « Au début de la guerre il y a eu une légère baisse du salaire dû à un chômage partiel et pendant quelque temps le maintien des salaires anciens par suite de la présence des mobilisés dans les usines ». (2)

En 1917 furent établis dans les usines de guerre des tarifs de salaires par les soins du ministre de l'Armement, M. Albert Thomas. Celui-ci ne faisait d'ailleurs qu'appliquer les décrets Millerand de 1899 et l'article 6 de la loi du 17 août 1915 (Loi Dalbiez), puisque ces usines avaient passé des marchés avec l'Etat. Le but du ministre était d'intensifier leur rendement et les tarifs de salaires ainsi établis, qui n'étaient d'ailleurs que des minima, étaient très élevés par rapport à ceux de 1916.

C'est ainsi que d'après un tableau publié par M. Mireaux

(1) M. Germain MARTIN, à son cours, 1922-23.

(2) M. NOGARO, à son cours, 1922-23.

prix, qui a eu une répercussion directe sur la rémunération des salariés et fonctionnaires.

Le processus de l'inflation française a été double. D'une part l'Etat s'est fait avancer des sommes considérables par la Banque de France qui en échange a pu imprimer un nombre sans cesse croissant de billets; d'autre part la Trésorerie a emprunté directement au public grâce aux Bons de la Défense nationale un nombre respectable de milliards.

D'autre part, en décembre 1918 les avances à l'Etat par la Banque atteignaient 17 milliards 150 millions et la circulation des billets 30 milliards 249 millions; en décembre 1920, la circulation était de 37 milliards 552 millions et les avances à l'Etat s'élevaient à 26 milliards 500 millions.

D'autre part, le chiffre des bons de la Défense nationale atteignait 51 milliards 812 millions le 31 mai 1921. En décembre 1920 une convention fut passée avec la Banque de France par l'Etat suivant laquelle ce dernier rembourserait les avances faites par la Banque par versements annuels de 2 milliards. En application de cette clause, le montant des avances et des billets se trouva considérablement réduit dans le courant de l'année: il était descendu au 31 décembre à 36 milliards 417 millions pendant que les avances rétrogradaient à 24 milliards 600 millions. Mais en 1922, par suite de la mauvaise situation financière l'Etat ne put rembourser qu'un seul milliard à la Banque. D'ailleurs, de leur côté, les Bons de la Défense nationale avaient augmenté jusqu'au chiffre de 62 milliards 662 millions, soit un accroissement de 10 milliards 800 millions, et cet accroissement de la dette flottante rendait illusoire la réduction de la circulation fiduciaire.

En même temps, « le chiffre des comptes-courants créditeurs utilisables par chèques s'est au cours de la guerre et depuis formidablement accru. Il faut l'ajouter au chiffre des billets en circulation pour apprécier l'accroissement survenu de-

dans la « Politique financière et monétaire de la France » (1) dans l'industrie métallurgique de la région parisienne, les salaires passèrent de 177 en mars 1917 à 211 en novembre de la même année.

En 1918, cette augmentation fut de 50 % environ pour l'ensemble des salaires par rapport à 1917. Quelle forme présentait ces augmentations ? Elles ne furent en général allouées (à la suite d'accords entre employeurs et ouvriers) qu'à cause de l'accroissement du prix de la vie. Et pour bien montrer leur véritable caractère on leur donna le nom de « primes de cherté de vie » pour indiquer nettement qu'elles n'étaient que temporaires et ne dureraient qu'autant que les circonstances économiques exceptionnelles qui les avaient provoquées. Elles furent d'ailleurs établies suivant un mode spécial et qui montrait bien leur véritable caractère : elles étaient approximativement en raison inverse des salaires ; c'est ainsi par exemple que les manœuvres gagnant moins de 10 frs touchaient une indemnité de 3 francs par jour, alors que les ouvriers gagnant de 10 à 12 frs par jour recevaient seulement une augmentation quotidienne de 2 fr. 50.

En poursuivant notre étude, nous voyons que « vers la fin de la guerre, il y eut une poussée très forte vers la hausse des salaires correspondant à une hausse des prix et du coût de la vie, mais cette hausse paraît avoir résulté surtout d'une sorte de surenchère que se faisaient entre eux les entrepreneurs et les industriels travaillant pour la défense nationale. L'Etat avait passé avec eux des marchés leur accordant comme bénéfice 10 % en sus de leurs dépenses ; il en résultait que pouvant payer les ouvriers n'importe quel prix ils avaient intérêt à se les disputer, et qu'ils gagnaient d'autant plus qu'ils payaient leurs ouvriers plus cher. C'est là une combinaison un

(1) La Semaine de la monnaie, page 65.

peu singulière qui n'a certainement pas peu contribué à faire monter d'une façon anormale le taux des salaires dans cette période ». (1)

Traduisons d'une manière concrète les remarques de M. Nogaro: la hausse des salaires était de 50 % en 1918, et de 100 % en 1919 par rapport à 1917.

Dans le courant des années 1919 et 1920, les salaires continuaient leur course ascendante; les circonstances économiques de l'après-guerre étaient particulièrement favorables aux industriels, qui furent amenés à faire profiter leurs ouvriers des énormes bénéfices par eux réalisés.

Soulignons ce phénomène que nous aurons d'ailleurs l'occasion de relever en Allemagne et en Angleterre et qui confirme la théorie du salaire basé sur la productivité ou mieux encore sur la rentabilité de l'industrie.

Remarquons d'autre part que la diminution des heures de travail conséquence de la loi de huit heures votée en juillet 1919 n'avait pas provoqué en général de diminution de salaire, d'où un accroissement considérable du prix du travail. Au début de 1921, d'après les résultats fournis par l'étude quinquennale de la Statistique générale de la France (2), le taux nominal des salaires était considérablement plus élevé qu'avant la guerre; il se trouvait même en avance sur le coût de la vie et dans un grand nombre d'industries le salaire réel accusait une amélioration de 10 à 20 % par rapport à 1914. Mais cette période favorable ne se prolongea pas au-delà de l'année 1921: le prix des denrées ayant subi une forte régression qui paraissait définitive, l'un des facteurs essentiels de l'augmentation des salaires se retournait contre les ouvriers. Les employeurs se basant sur cette baisse de l'indice

(1) M. NOGARO, à son cours, 1922-23.

(2) *Bulletin de la statistique générale*, de juillet 1921.

salaires se poursuivait. Elle fut cependant assez faible et provenait en général du fait que l'indice du coût de la vie après s'être abaissé jusqu'à 315 en novembre 1922, se relevait graduellement dans le cours de l'année 1923. Aussi dans plusieurs industries les patrons n'ayant pas accordé les relèvements de salaires nécessités par une nouvelle hausse du coût de la vie, il s'en suivit une légère diminution d'ensemble de la rémunération réelle des ouvriers.

A partir du mois de mars 1923, il n'existe plus d'indications officielles sur le mouvement des salaires, le Bulletin du ministère du Travail n'ayant pas encore paru. Nous avons pu cependant recueillir des renseignements auprès de l'Office du travail et des secrétaires de syndicats sur les augmentations de salaires obtenues depuis cette époque. Il ressort de ces renseignements que les relèvements de salaires accordés à quelques catégories d'ouvriers seulement sont loin de compenser pour l'ensemble des travailleurs le relèvement considérable du prix de la vie, qui a marqué le second semestre de 1923, qui a élevé l'indice du coût de la vie à 476 pour le mois de novembre. Il ne nous paraît donc pas prématuré de conclure pour l'année 1923 à une régression sensible du salaire réel.

Fluctuations des traitements. — Les fonctionnaires ont également bénéficié d'augmentations au cours de la guerre. Nous trouvons toutes indications utiles à ce sujet dans les annexes du rapport sur les traitements du directeur de la Statistique générale au Ministère du Travail (1). La première augmentation fut instaurée par la loi du 7 avril 1917 qui établissait une « indemnité de vie chère » pour les fonctionnaires subalternes. Le taux de cette indemnité était de 120 frs pour les fonc-

(1) *Journal Officiel* du 2 décembre 1921.

de cherté de vie entreprirent de ramener le niveau des salaires à des proportions plus modestes. Leur action était facilitée par la régression du mouvement syndical (1) qui diminuait considérablement la force de résistance des salariés, ils opérèrent d'importantes réductions de salaire, en 1921 et 1922.

Les renseignements qui suivent sur le mouvement des salaires en France depuis le mois de juin 1921 ne présentent plus le même caractère que les renseignements par nous utilisés jusqu'ici. L'établissement de statistiques de salaires détaillées et comparables entre elles par les soins de la statistique générale de la France ne devant avoir lieu pour la période actuelle qu'en 1926, nous avons dû nous contenter de consulter les indications fragmentaires fournies par les Bulletins du ministère du Travail (2) et de la statistique générale de la France (3), et de la brochure du Bureau International du Travail sur les fluctuations de salaires (4).

D'après les renseignements recueillis aux sources mentionnées plus haut, de juin 1921 à juin 1922, les fluctuations enregistrées furent en général assez faibles et si dans certaines industries ou régions les salaires nominaux continuèrent à fléchir, dans d'autres par contre il se relevèrent quelque peu, de sorte que, dans l'ensemble c'est la stabilité qui prévalut, avec toutefois encore une légère tendance à la baisse. D'après le Bulletin du Ministère du Travail, à partir du mois de juin et jusqu'au mois de mars 1923 la tendance à la régression des

(1) Voir ci-après les chiffres fournis à cet égard à propos de la Régression des salaires en France, pages 78 et suivantes.

(2) *Bulletins du ministère du Travail*, d'avril-juin 1922 et d'octobre-décembre 1922 et janvier-mars 1923.

(3) *Bulletin de la statistique générale de la France*, d'octobre 1922.

(4) *Fluctuations de salaires de 1914 à 1922*. Bureau International du Travail, Genève 1923.

tionnaires célibataires. Une nouvelle loi du 4 août 1917 substituait aux indemnités précédemment votées « des suppléments temporaires de traitement » pour les agents subalternes, payables à dater du 1^{er} janvier 1917. Le caractère de ces augmentations ne s'était d'ailleurs pas modifié. Les agents gagnant moins de 3.600 frs touchaient 540 frs; alors que les agents dont le traitement était compris entre 3.601 et 5.000 frs touchaient 360 frs par an seulement. Une loi du 22 mars 1918 accordait un supplément temporaire de traitement à tous les fonctionnaires gagnant moins de 6.000 frs. Ce supplément devait s'ajouter à ceux de 540 frs et 360 frs précédemment accordés. C'est donc un supplément temporaire de 1080 fr. par an qui était accordé aux agents de l'Etat dont le traitement ne dépassait pas 3.600 frs et de 900 frs pour les agents gagnant entre 3.600 et 6.000 frs.

Une nouvelle loi du 15 novembre 1918 accorda une « indemnité exceptionnelle du temps de guerre » de 720 frs pour les traitements de moins de 6.000 frs, avec rétroactivité à partir du 1^{er} juillet de la même année. Cependant cette situation ne pouvait indéfiniment se prolonger. Les fonctionnaires moyens et supérieurs se trouvaient par trop lésés et la nécessité d'une révision générale des traitements s'imposait. Le 5 avril 1919, une commission interministérielle fut instituée par le Ministère des Finances, sous la présidence de M. Hébrard de Villeneuve, vice-président du Conseil d'Etat, pour étudier les conditions d'une révision d'ensemble des traitements. Le projet de loi n° 6528 établi à la suite des travaux de cette commission fut déposé le 18 juillet 1919 sur le bureau du président de la Chambre des Députés et adopté par le Parlement devint la loi du 6 octobre 1919. Les relèvements de traitement résultant de cette loi prenaient effet à dater du 1^{er} juillet 1919 et entraînèrent à partir de cette date la suppression des suppléments temporaires de traitements

antérieurement accordés à certaines catégories d'agents par les lois du 4 août 1917 et du 22 mars 1918, augmentations dont nous avons parlé plus haut.

Enfin, le décret du 29 juin 1920 décida qu'à partir du 1^{er} janvier de la même année, l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre prendrait le nom d' « indemnité exceptionnelle de cherté de vie » et continuerait à être payée dans les mêmes conditions de traitement.

La loi de finances du 30 juin 1922 maintenait les indemnités exceptionnelles de cherté de vie pour 1923. Mais dans la loi de finances du 26 janvier 1923 une modification fut introduite qui diminuait le taux de l'indemnité de 60 frs par an pour le personnel n'ayant pas à sa charge des personnes donnant droit à l'attribution des indemnités pour charges de famille. Comme le disait le Journal *le Peuple*, « cette mesure était souverainement injuste car il n'y avait aucune raison de diminuer les 720 frs pour aucune catégorie de fonctionnaires, puisque l'indice de cherté de vie, d'après la Statistique générale de la France, était de 3,15 pour novembre 1922 alors qu'il était de 2,94 en juillet 1919, au moment où les allocations de cherté de vie avaient été instituées. C'est là, la seule modification qui ait été apportée au régime du traitement des fonctionnaires pour l'année 1923. C'est en vain que la Fédération revendiqua l'institution de « suppléments mobiles de cherté de vie » et le « versement d'un premier acompte de 1.800 frs ». Les efforts des fonctionnaires ne purent venir à bout de l'hostilité du ministre des Finances et du Parlement ».

SECTION II

EN ANGLETERRE

L'INFLATION ET L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET TRAITEMENTS

Le Gouvernement de Grande-Bretagne a suivi pendant la guerre une politique d'inflation.

Nous empruntons à M. Rist (1) les renseignements qui suivent sur la question :

« Le processus de l'inflation anglaise a été double : Il s'est poursuivi simultanément par la création de crédits en banques, et par l'émission de papier-monnaie gouvernemental les « Currency-Notes ».

D'un côté, le Gouvernement s'est fait ouvrir des crédits par les banques, soit par la Banque d'Angleterre (ce sont les « ways and means advances ») soit par les banques ordinaires, celles-ci souscrivant directement aux emprunts de guerre à court et à long terme ou avançant au public les sommes nécessaires à cette souscription.

C'est ainsi que les Banques du Royaume-Uni autres que la Banque d'Angleterre détenaient à la fin de 1913, pour £ 211 millions de titres, la plupart émis par le Gouvernement. A la fin de 1921 ce chiffre atteignait £ 587 millions.

Dans les deux cas ces avances des banques, faites sous forme d'inscription en compte-courant augmentaient d'autant le pouvoir d'achat du public.

D'un autre côté, ce gonflement du pouvoir d'achat en fai-

(1) *La déflation en pratique.*

sant hausser tous les prix rendait nécessaires des instruments de circulation plus abondants, pour les règlements de salaires, les achats au détail, etc... lesquels ne se font pas par chèques.

C'est ici que sont intervenus les « Currency-Notes » dont les coupures plus faibles que les billets de la Banque d'Angleterre, sont indispensables aux petites transactions.

Le Gouvernement s'est chargé lui-même d'assurer à chaque instant, le remboursement de leurs dépôts par les banques, en fournissant sans limite à celles-ci la monnaie de papier demandée, contre cession d'un chiffre correspondant de leur « balance » à la Banque d'Angleterre.

Le chiffre des comptes-courants créditeurs des banques est ainsi passé de £ 1.032 millions à £ 2.356 millions entre la fin de 1913 et la fin de 1919, et celui des Currency-Notes de zéro à £ 356 millions au cours de la même période. Pendant ce temps le chiffre des billets de la Banque d'Angleterre passait de £ 30 millions à £ 91 millions.

Les augmentations de guerre. — Pendant la guerre les salaires et traitements furent considérablement augmentés. Pour les Industries travaillant pour les besoins de la Défense Nationale, le Gouvernement n'eut d'autre souci que d'intensifier le rendement sans se préoccuper du coût de production, afin de pouvoir satisfaire aux besoins croissants de son Armée et de sa Marine.

L'accroissement des signes monétaires et l'affaissement de la production des autres industries provoquèrent une sérieuse augmentation du coût de la vie, suivie à son tour de nouvelles augmentations des salaires et traitements.

Dans les autres industries également, des augmentations analogues furent accordées aux salariés;

Ces industries réalisaient de forts bénéfices dont ils profitèrent largement et l'on sait d'autre part qu'un même ni-

veau tend à s'établir, les salaires payés à un moment donné étant sensiblement les mêmes dans toutes les branches de l'activité d'un pays.

Quels caractères présentaient ces augmentations ?

D'une part les autorités publiques qui avaient pris virtuellement la direction de l'industrie, n'avaient d'autre objet sous la pression des circonstances que d'accélérer et de multiplier la production. Elles imposèrent cette exigence aux employeurs comme aux salariés. D'où la généralisation des méthodes de rémunération proportionnelles au rendement constaté.

D'autre part la centralisation de diverses sortes d'industries sous le contrôle de l'Etat (1) eut pour effet d'égaliser les conditions de travail dans tous les pays. De leur côté, les Trade-Unions prirent l'habitude de réclamer une augmentation uniforme en faveur de tous leurs membres d'un bout à l'autre du Royaume-Uni.

Enfin de nombreux règlements temporaires intervinrent au cours de la guerre pour l'établissement des salaires dans les différentes corporations. Ces règlements furent l'œuvre des « comités de reconstitution industrielle » plus connus sous la désignation de Comités « Whitley » du nom du Président de la Commission que le gouvernement chargea, en 1917, du soin de créer des organismes permettant de maintenir la bonne harmonie entre le Capital et le Travail.

Au-dessus de ces comités se trouvaient des « Conseils Industriels mixtes » ou « Cours arbitrales mixtes » s'occupant des questions intéressant les corporations importantes. Une

(1) En particulier les mineurs et les chemins de fer furent placés pendant la guerre sous le contrôle direct de l'Etat. Le contrôle gouvernemental s'exerça de même dans les constructions navales et d'industrie métallurgique, qui travaillaient presque exclusivement pour le compte de la Défense Nationale.

grande partie de ces règlements temporaires furent maintenus valables pour une période de 12 mois, par une loi sur la réglementation des salaires (Wage temporary Régulation Act) votée fin septembre en 1910. Cette loi aboutissait à stabiliser pendant un an, les conditions de travail au niveau qu'elles avaient atteint lors de l'armistice.

Citons à titre d'exemples, les différentes primes et gratifications obtenues durant la période de guerre par les ouvriers des constructions métallurgiques et navales, par les fonctionnaires, et par les mineurs.

Pour les métallurgistes. — Il fut accordé :

1° Une indemnité de cherté de vie de 26 shillings 6 d (penny) par semaine, accordée aux ouvriers aux pièces ainsi qu'aux ouvriers payés à l'heure par sentence de la Cour Arbitrale d'Etat.

2°. — Une prime de $12 \frac{1}{2} \%$ pour les ouvriers au temps, de $7 \frac{1}{2} \%$ pour les ouvriers aux pièces à prélever sur les recettes de l'exploitation en vertu d'une décision prise en 1917 par M. Winston Churchill, ministre des munitions.

3°. — Une prime de rendement accordée par les Tribunaux d'Arbitrage en 1917 à certaines catégories d'ouvriers aux pièces puis étendue en 1918 à l'ensemble de la main d'œuvre pour intensifier la production.

Signalons pour mémoire que les salaires hebdomadaires de cette catégorie de travailleurs en juillet 1914 oscillaient aux environs de 40 sh. pour les ouvriers qualifiés et étaient de 22 sh. pour les manœuvres.

Pour les fonctionnaires. — Il fut accordé par le Gouvernement un certain nombre d'indemnités, soit pour intensifier le rendement, soit pour parer au coût de la vie. Le montant de ces indemnités variait suivant le traitement. Elles étaient re-

lativement beaucoup moins élevées pour les fonctionnaires supérieurs (£ 690 pour traitement de base de £ 1000) que pour les fonctionnaires inférieurs (£ 262 pour traitement de base de £ 250).

Pour les mineurs. — Antérieurement à 1914 des commissions régionales fixaient par districts les salaires qui par suite variaient d'un bassin à l'autre. Les augmentations consenties par l'Etat au cours des hostilités furent de 2 sortes: les unes calculées à tant pour cent de ces salaires de base différents; les autres exprimées sous la forme d'une somme fixe pour les travailleurs de tous les bassins. Au salaire normal qui dépendait du tonnage extrait se superposèrent: une première prime de $22 \frac{1}{2} \%$; une deuxième prime de 18% . Enfin une « paye de guerre » de 3 sh. par jour inaugurée en septembre 1917.

L'après-guerre. — *La période de prospérité exceptionnelle de 1920.* — Après la guerre dans le courant de 1919 la Grande-Bretagne connut une ère de grande prospérité. La cause essentielle de cette prospérité nous paraît avoir été justement observée par le *Bulletin de la Fédération des Industries Britanniques*; (1)

« La capacité de production du pays s'était maintenue intacte et tous les pays atteints par la guerre, ayant de forts besoins, et des quantités considérables de papier-monnaie, se disputèrent les objets manufacturés dont le prix quadrupla.

Pendant ce temps les objets d'importation (par suite en grande partie de l'impossibilité d'importer des pays de l'Europe Centrale), avaient à peine triplé. » Aussi pendant l'an-

(1) *Bulletin de la Fédération des Industries Britanniques* du 14 février 1922.

née 1919 la série des augmentations s'accroît dans les différentes industries.

Ce n'est pas d'ailleurs en général pour cette période, le salaire hebdomadaire qui fut accru, mais le prix du travail qui se trouva augmenté: dans la plupart des industries la réduction en juillet 1919 de la semaine de travail à 48 heures (au lieu de 54 ou 52 auparavant) fut compensée par l'accord d'indemnités destinées à maintenir intact le pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

C'est ainsi que dans l'industrie de la laine une augmentation de 15 % fut accordée aux ouvriers pour compenser la perte de salaire hebdomadaire qui aurait résulté de la réduction des heures de travail, lesquelles passaient les 52 h. $\frac{1}{2}$ à 42 h. par semaine. De même, les mineurs obtinrent une prime de 12,20 à 13,30 % destinée à contrebalancer la réduction de la journée de travail de 8 à 7 heures.

Mais c'est au commencement de 1920 que se place la période dite de « prospérité exceptionnelle » qui fut particulièrement favorable à l'industrie et au commerce Britanniques.

Les Fédérations ouvrières jugèrent le moment opportun, étant donné les énormes bénéfices réalisés par les Industriels, pour réclamer de nouvelles augmentations.

Dès le mois de décembre 1919, la Fédération Nationale des Travailleurs des transports demandait une révision générale des salaires pour le personnel des docks et quais, de façon à réaliser un standard national minimum de 16 sh. par jour. D'après une déclaration du Secrétaire de la Fédération publiée le 16 décembre par le *Times* : « le personnel des docks n'avait rien gagné en dehors des indemnités du temps de guerre destinées à contrebalancer la cherté de la vie. Etant donné le taux des frêts aucune catégorie de patrons n'était plus à l'aise pour de telles concessions que celle des armateurs ». Sur arbitrage de Lord Shaw, ils obtenaient en mars

1920 le taux de rémunération de 16 shillings par jour qu'ils réclamaient.

Dans les constructions navales, l' « Industrial Court » accorda en mars 1920 une gratification de 5 sh. par semaine aux ouvriers payés à l'heure, de 15 % aux ouvriers travaillant aux pièces « en raison de la prospérité exceptionnelle » de l'industrie des constructions navales.

Les mineurs obtinrent en avril 1920 une prime de 20 % sur le total déjà obtenu à cette date.

Dans l'industrie cotonnière au mois de mai 1920 les syndicats du cardage de la filature et du tissage réclamaient et obtenaient des augmentations.

Remarquons en passant que les primes de prospérité exceptionnelle se rapportant aux bénéfices de l'industrie, maintiennent exacte la conception d'avant-guerre, du salaire conditionné par la rentabilité de l'industrie.

L'arrêt de l'augmentation des salaires et la crise de 1920.

— En juin 1920 la Fédération des Syndicats des Constructions Maritimes et des Constructions Mécaniques, et l'Amalgated Engineering Union porte parole des unions de métiers et des ouvriers qualifiés présentaient de nouvelles revendications.

Ils se basaient sur ce fait que les augmentations de salaires de leurs mandants étaient insuffisantes par comparaison avec celles obtenues par d'autres corporations et notamment les ouvriers du bâtiment. Le jeudi 15 juillet, la Cour Arbitrale déclara que leurs revendications ne lui paraissaient pas justifiées.

Différents journaux (et en particulier le *Times* dans un article du 18 juillet intitulé « le renversement de la marée ») soulignaient l'importance de cette sentence et déclaraient qu'une crise des salaires était en perspective: d'un côté en effet les

industriels et les organismes spéciaux chargés de réglementer les salaires, estimaient l'heure venue d'arrêter la série ininterrompue des augmentations. De leur côté les Trade-Unions ne partageaient pas cette manière de voir: il ne s'agissait plus pour eux de pallier au renchérissement de la vie auquel faisaient déjà face les augmentations jusque là obtenues, mais de rehausser le niveau de l'existence ouvrière. Mais sur ces entrefaites une crise intervint qui donna un autre caractère au problème des salaires.

C'est en septembre 1920 qu'éclata la crise industrielle. Elle fut caractérisée par les symptômes classiques: chômage, marasme de l'industrie, ralentissement des transactions commerciales. Cette crise permit au Gouvernement Anglais de pratiquer une nouvelle politique monétaire: une politique de déflation.

Déjà en 1919 et au commencement de 1920 il avait commencé à mettre en pratique les principes sur la déflation, posés en août 1918 et confirmés en décembre 1919 par le Comité Cumliffe. Mais comme le remarque Monsieur Rist (1), ce fut la crise industrielle qui permit en rendant inutile un certain nombre d'instruments monétaires, d'opérer une réduction de la circulation fiduciaire anglaise.

Le montant des Currency-Notes fut réduit de £ 66 millions, le montant des billets de banque de £ 22 millions; celui des dépôts en banque de £ 130 millions, soit une diminution de £ 212 millions (ou 16 milliards 440 millions de francs au cours actuel — 80 frs pour une livre), pendant la période de 1920 à 1922.

Les patrons essayèrent d'abord d'obtenir des ouvriers une augmentation des heures de travail, et le rétablissement du paiement d'après les résultats, de nouveau supprimé, depuis

(1) Voir Rist : livre cité — *la déflation en pratique*, p. 26 et suite.

la guerre. Mais ils se heurtèrent à l'hostilité irréductible des Trade-Unions. Ils s'attaquèrent alors résolument au problème de la réduction des salaires.

Il ne s'agissait pas pour eux de considérer le fait que le coût de la vie demeurait stationnaire ou même augmentait pour opérer ou non les réductions. Ainsi que le déclarait dans le *Times* du 27 octobre, Monsieur Peter Rylands, Président de la Fédération des Industries Britanniques: « On peut admettre que dans les conditions économiques normales une variation sensible du coût de l'existence doit entraîner une variation correspondante du taux des salaires, parce qu'elle est le signe d'une modification du pouvoir d'achat, de l'argent. Mais un salaire ne doit pas dépasser ce que l'industrie peut payer, et dès que les prix de vente baissent au point que l'industrie ne peut plus payer un taux de salaire donné, le chômage commence à sévir ».

De son côté, M. Reynes publiait une « lettre sur les salaires » parue dans le *Cablogramme* du 10 septembre dont nous extrayons quelques passages caractéristiques: « Si la hausse des salaires avait résulté du fait que les ouvriers se seraient assuré grâce à leur organisation une part plus grande sur les bénéfices normaux des entreprises; alors l'amélioration de leur condition aurait été durable et digne d'être défendue

« Mais tel n'est pas le cas : les hauts salaires étaient principalement dûs aux bénéfices inattendus qui, résultant de la hausse de prix, ne pouvaient se maintenir puisqu'ils s'imputaient sur l'épargne du reste de la communauté ».

Aux bénéfices extraordinaires ont succédé des déficits anormaux. La classe ouvrière a conçu de nombreux espoirs qui se sont rapidement évanouis.

« C'est la première fois depuis longtemps que le prolétariat est forcé de rendre ce qu'il a gagné

Pour avoir quelques précisions au sujet de la proportion dans laquelle les salaires entraient dans le coût de production, citons des passages d'un article publié dans le *Times* du 14 janvier 1921 sous la signature de Monsieur Roscoe Brunner: « Le plus grand facteur du coût de la vie, celui qui influence le plus les prix de revient dans l'industrie, c'est le taux des salaires. Dans la construction d'un navire, le facteur salaire n'entre pas pour moins de 30 %. Mais dans le métal utilisé pour cette construction 50 % du prix de la fonte; 50 % des frais de transport; 40 % du travail de l'acier; 75 à 80 % du prix du charbon passent en salaire. » Pour améliorer rapidement la situation de l'industrie, les patrons auraient voulu opérer une réduction générale des salaires. Mais les organisations ouvrières soutenues par le Labour Party s'opposèrent à un règlement général de la question. Et en pratique ces retranchements s'effectuèrent par accords particuliers dans chaque industrie aboutissant d'ailleurs en fait à une réduction générale. Examinons ces réductions dans quelques industries:

Dans l'industrie métallurgique et des constructions maritimes, les différentes primes accordées pendant et depuis la guerre (1), furent successivement supprimées. Ce fut d'abord la prime de prospérité exceptionnelle qui fut supprimée en mai-juin 1921. Puis, la prime accordée en 1917 par Monsieur Winston Churchill fut retirée par paliers le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre 1921 et le 1^{er} janvier 1922, après de laborieuses négociations, qui furent sanctionnées par un vote des ouvriers dans le courant d'octobre 1922 seulement.

Enfin, l'indemnité de cherté de vie fut retirée en partie en juillet 1921.

Puis, après de longues et multiples négociations les 10 shil-

(1) Voir ci-dessus, page 21.

lings restants furent retirés en novembre et décembre 1922.

Dans l'industrie du coton, la Fédération des Maîtres Filateurs, tenant compte de la crise industrielle et de la baisse du coût de la vie signifia aux syndicats de la filature et du cardage qu'elle entendait réduire les barèmes adoptés l'année précédente. L'accord se fit sur les bases suivantes (15 juin 1922): réduction de 70 % sur les barèmes normaux, 2 sh. 10 d par livre, étant immédiatement retranchés des salaires et 7 pences de plus devant l'être au bout de 6 mois.

Dans l'Agriculture, une loi votée durant la guerre, visait entr'autres buts à sauvegarder les conditions d'existence de la main-d'œuvre agricole, en fixant les niveaux des salaires et la durée du travail.

Cette loi fut abrogée en août 1921 et les fermiers et les cultivateurs en profitèrent pour réduire considérablement les salaires, qui furent abaissés de plus de moitié dans le courant des années 1921 à 1923.

Notons en terminant une nouvelle tendance dans la politique monétaire anglaise.

Après avoir poursuivi depuis 1920 une politique financière dont le but essentiel a été le retour au gold-standard, c'est-à-dire le retour de la livre à la parité avec le dollar, le Gouvernement s'est engagé dans une voie nouvelle. En juin 1923, M. Mac Kenna à qui le Président du Conseil venait d'offrir le poste de chancelier de l'Echiquier, déclarait dans son programme, être opposé à la politique de déflation, suivie presque là par ses prédécesseurs. L'essentiel selon lui était d'assurer la marche des affaires, en maintenant la stabilité des prix. De son côté, Monsieur Keynes dans le courant du mois de septembre de 1923, entreprit une campagne dans le « Manchester Guardian commercial », pour amener les pouvoirs publics à renoncer à la politique monétaire préconisée par le Comité Cumliffe et à pratiquer une politique

nouvelle « celle de la stabilité des prix par la régularisation officielle du volume de la circulation monétaire.

Et depuis quelques mois nous voyons le Gouvernement Anglais se préoccuper beaucoup moins de la question du change, et préférer la stabilisation des prix à la « valorisation » de la livre sterling.

SECTION III

EN ALLEMAGNE

INFLATION ET ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET TRAITEMENTS

Avant d'entreprendre l'étude des salaires et traitements en Allemagne, il est indispensable de donner quelques précisions sur *l'inflation allemande* et sur la hausse des prix qu'elle a en grande partie provoquée.

La circulation fiduciaire allemande était de 2 milliards 353 millions en 1913 (soit 2.113 millions de billets et 240 millions de « bons de caisse impériaux »); en même temps il y avait 3 milliards 700 millions de pièces d'or, d'argent et de monnaie de billon.

En 1918, le chiffre des billets est passé à 14 milliards; celui des bons de caisse impériaux n'a guère varié. Mais nous voyons intervenir un nouvel élément d'inflation: ce sont les « bons de caisse de prêt » créés en principe pour parer aux difficultés commerciales provoquées par l'insuffisance des billets de banque; leur rôle au point de vue de l'inflation allemande est considérable. C'est grâce à eux que le gouvernement allemand et la Banque d'Empire purent ne pas dépasser la règle légale suivant laquelle la circulation de billets de la Reichsbank ne doit pas être supérieure au triple de l'en-

caisse « liquide » (1) : les bons de caisse de prêt dont l'émission n'était pas limitée par la nécessité d'une couverture métallique pouvaient en effet servir de garantie à la Reichsbank pour l'émission de ces billets. Le chiffre des bons de caisse de prêt atteignait 8 milliards en 1918.

Signalons en outre au sujet de la politique financière de guerre allemande, les efforts faits par les banques et les pouvoirs publics pour remplacer les billets de banque en utilisant des chèques (2).

Ces efforts avaient en grande partie abouti, puisque en mars 1920 les comptes-courants créditeurs des banques dépassaient un total de 15 milliards. A cette époque, la circulation fiduciaire totale atteignait 60 milliards. En 1921 elle dépassait déjà 125 milliards. Mais c'est en 1922 que nous assistons à une augmentation exceptionnellenient grave : Au mois de mars, la circulation avait déjà atteint 232 milliards ; au mois de juillet, après la mort de Rathenau, tout espoir de rétablir la situation financière fut perdu. Nous voyons à cette date dans l'Oldenburg le gouvernement local lancer un emprunt en seigle : le gouvernement de Mecklembourg suivit l'exemple en novembre. Ces faits étaient d'une gravité exceptionnelle : comme le dit si bien le rédacteur du *Bulletin de la Société d'Etudes Economiques* (3) « Il indiquait que créanciers et débiteurs refusaient d'utiliser le crédit de la Reichsbank et de l'Etat comme commune mesure de leurs engagements respectifs : ils prenaient ce seigle comme base du contrat et ne se servaient

(1) Par encaisse liquide il faut entendre le total obtenu en ajoutant l'encaisse métallique (c'est-à-dire l'or et les monnaies allemandes d'argent et de nickel) aux bons de caisse impériaux.

(2) Rist : *Les Finances de guerre de l'Allemagne*. FAYOT éditeur, p. 161 et suivantes.

(3) Supplément au *Bulletin économique* du 20 septembre 1923 : le problème de la monnaie en Allemagne.

des billets de la Banque d'Empire que pour le transfert immédiat des valeurs étalonnées par le seigle . Depuis cette époque de nombreux contrats du même genre intervinrent et une sorte de dédoublement de la monnaie se produisit : le mark servait encore de moyen de règlement puisqu'il possédait le seul pouvoir libérateur légal et que les billets de la Reichsbank avaient cours forcé. Mais il servait de moins en moins d'étalon de valeur : de plus en plus ce rôle était dévolu à des monnaies étrangères ou à de simples unités de compte non représentées dans la circulation effective comme le mark-or. Cependant en décembre 1922, le chiffre de la circulation fiduciaire était monté à 2 trillions 100 milliards. En mars 1923, elle atteignait 1.917.919.681 milliers de marks. A cette date, le gouvernement fit des efforts désespérés pour stabiliser la valeur du mark-papier en instituant une caisse de compensation et un office d'achat des devises étrangères. (Ordonnance du 26 mars 1923). Mais après une légère pause, la débâcle monétaire reprit de plus belle dès la fin du mois d'avril.

Le 7 août 1923, le chiffre de la circulation fiduciaire atteignait 62.326.632.227 milliers de marks. Cette augmentation croissante du chiffre de la circulation fiduciaire entraîna une dépréciation énorme du mark-papier et un renchérissement considérable du prix des denrées. Remarquons cependant qu'en Allemagne jusqu'au mois de juillet 1923, les prix de détail étaient inférieurs au prix de gros et par suite le coût de la vie n'avait pas augmenté en proportion directe de la dépréciation du mark. Deux raisons essentielles avaient déterminé ce phénomène : l'influence de la hausse des prix de gros ne se faisait sentir que dans la mesure où le commerce de détail avait besoin de se réapprovisionner. Il y avait donc toujours un certain intervalle de temps qui s'écoulait avant que l'indice des prix de détail eut atteint l'indice des prix de gros. D'autre part, les tarifs douaniers étaient modifiés chaque semaine et

le nouveau coefficient qui leur était appliqué tenait compte des fluctuations des devises et de la dépréciation du mark. Il arrivait donc très souvent pour le cas des marchandises récemment importées notamment, que les marchands de gros ayant dû payer des taxes douanières doubles ou triples de celles qui avaient été supportées par les produits en vente au même moment dans le commerce de détail vendaient leurs marchandises beaucoup plus cher.

Cela n'empêcha point cependant le prix des produits de s'élever dans de très fortes proportions: l'indice officiel du coût de la vie — en partant de la base 1 en 1913 — atteignait 8,47 en janvier 1920; 11,79 en décembre 1921; 20,41 en janvier 1922, 133 en septembre et 685 en décembre de la même année. A cette époque, devant la dévalorisation persistante de la monnaie, le ministre de l'économie nationale et le ministre des Finances arrêtaient les directives d'après lesquelles devaient se calculer les prix réguliers de vente: le commerçant pouvait augmenter le prix de vente des marchandises en magasin dans la limite des variations du nombre indice officiel.

En mars 1923 l'indice atteignait 2.853; il montait à 9.842 en juin et à 19.800 en juillet de la même année.

Signalons pour terminer une conséquence fâcheuse de l'inflation allemande: le 7 août 1923, la circulation fiduciaire était de 62.326.692.227 milliers de marks-papier et sa valeur en marks-or était seulement de 63 millions. Or, l'industrie allemande payait à l'époque un chiffre de salaires dont la valeur réelle était approximativement égale à 60 millions de marks. Dans ces conditions, il devenait pratiquement impossible, malgré tout le système bancaire, d'adopter la circulation en marks aux besoins pour les paiements immédiats: le mark était de plus en plus remplacé par des monnaies de compte; il n'était plus guère utilisé que comme monnaie d'appoint dans le commerce de détail. Aussi, en septembre les pouvoirs pu-

blics furent dans l'obligation d'étudier la question de la création d'une monnaie nouvelle. Cette étude aboutit à l'ordonnance du 16 octobre 1923 réglementant une nouvelle unité de monnaie de valeur stable « le rentenmark ». C'est à partir du 20 novembre seulement que le rentenmark a été coté officiellement en bourse. Sa valeur (un rentenmark égal un dollar divisé par 4,20 — un trillion de marks papier) a été fixée arbitrairement par le gouvernement allemand.

Les salaires et les traitements pendant la guerre en Allemagne

Il est fort difficile de pouvoir grouper des renseignements précis sur les salaires allemands pendant la guerre. Les ouvriers touchaient en général des suppléments en vivres, et d'autre part il n'existait pas, à l'époque, de statistique officielle. Cependant, en octobre 1916, le Gouvernement décida que les fédérations et les exploitations les plus importantes lui fourniraient dorénavant, deux fois par an, des renseignements complets sur la situation des travailleurs. Ces renseignements furent fournis en général jusqu'au mois de mars 1921. De plus, pour s'attacher la classe ouvrière et les chefs des Syndicats (qui avaient donné d'ailleurs maintes preuves de leur loyalisme), le Gouvernement leur accorda quelques avantages :

La loi sur le service civil obligatoire du 5 décembre 1916 qui astreignait les ouvriers à de pénibles obligations, consacrait dans sa 2^e partie le système des conseils ouvriers dans les usines et entreprises commerciales.

De plus, il était spécifié, à l'article VII « que l'Etat doit vérifier si le salaire permet à l'ouvrier, et à sa famille, de vivre ».

Monsieur Mainguy (1) donne un tableau des salaires, dans l'industrie allemande, pendant la guerre, établissant les hausses successives de salaires dans certaines industries de mars 1914 à mars 1919. On y voit que le salaire journalier a augmenté, au maximum, de 300 % (Industrie du Vêtement 3 marks, 77 et 11 marks 66) et au minimum de 204 % (alimentation 5 marks 70 et 11 marks 62). Pour l'ensemble de l'industrie on enregistre une hausse moyenne de 250 %. Dans l'intervalle, compris entre les deux dates extrêmes précitées, on constate une légère baisse en septembre 1914. Une hausse de quelques points seulement en mars 1916. Une hausse très sensible (de 20 % en général) en septembre 1917, puis des modifications insignifiantes jusqu'en septembre 1918, enfin un accroissement très important (30 % environ) en mars 1919.

Au moment de la Révolution d'octobre 1918, les ouvriers furent, pendant quelques mois, les arbitres de la situation. Par un décret en date du 15 novembre, ils firent décider que « la durée maxima de la journée de travail serait de huit heures; la diminution de durée de travail ne devant, en aucun cas, entraîner une diminution de salaire ». Au début de 1920, d'après les tableaux publiés par la *Gazette de Francfort* du 22 mai 1921, sur l'évolution des salaires, on peut constater que les salaires étaient cinq fois environ plus élevés qu'avant la guerre.

Les augmentations se poursuivirent lentement au cours de l'année 1920. En septembre 1920 (d'après une circulaire confidentielle de l'Union des Syndicats patronaux, publiée par le *Vorwärts* du 12 octobre), les industriels décidaient d'avoir désormais une politique des salaires dont le but essentiel devait être d'empêcher toute nouvelle augmentation. Mais mal-

(1) MAINGUY, thèse 1924. Contribution à l'étude des salaires en Allemagne après la guerre, page 34

gré l'appui accordé aux dirigeants patronaux, par les commissions de conciliation, et les Pouvoirs Publics dans le but d'amener une stabilisation des salaires, cette politique ne pût être poursuivie. La hausse du coût de la vie, conséquence de la dépréciation continue de la monnaie amena les patrons à céder aux demandes d'augmentations des ouvriers. Déjà la situation du salarié durant cette année, était très difficile, comme l'écrit, non sans quelque exagération, un auteur allemand : « La révolution est devenue, après guerre, un conflit de salaire permanent. Ceux qui, après l'écroulement de l'ancienne Société espéraient voir la réalisation du socialisme, s'aperçoivent avec peine que l'énergie de la classe ouvrière se meurt dans les lutes menées pour défendre le budget familial. Les syndicats s'épuisent. Les grands problèmes passent à l'arrière plan. La classe ouvrière voit disparaître rapidement le succès qu'elle vient à peine de remporter, elle voit toute nouvelle adaptation du salaire au coût de la vie s'engloutir dans le fleuve de la dépréciation ininterrompue de la monnaie.

La classe ouvrière pourrait finir par s'habituer avec fatalisme au triste sort que lui a réservé la révolution monétaire qui a ébranlé notre économie d'une façon plus profonde que la révolution politique n'a jeté bas le régime impérial (1).

Pour avoir des renseignements plus précis sur les salaires au cours des années 1921 et 1922, nous allons utiliser les statistiques élaborées au début de l'année 1922 par les services du Ministère du Travail, sous l'impulsion du Docteur Brauns, Ministre du Travail du Reich pour éclairer la question de l'échelle mobile des salaires.

Ces statistiques furent publiées par la *Reichsarbeitsblatt*

(1) Adolph Brauns, *Geldrevolution und arbeitlohn, ein Beitrag zur Lehre von den gleitenlohnen* (Berlin 1922, Librairie du Worwaerts).

du 28 février. On a choisi quelques professions types, et relevé les variations de leurs salaires depuis 1914 jusqu'à la fin de 1921. A la vérité, les fluctuations entre 1914 et 1920 n'ont pas été indiquées. On s'est borné à celles de 1920 et 1921. Les chiffres donnés sont ceux des contrats de tarifs, c'est-à-dire des salaires minima. En regards sont placés des indices d'augmentation de salaires.

Ces statistiques permettent de constater qu'au début de 1920, dans presque toutes les professions, les salaires étaient au-dessous du niveau du coût de la vie. Dans le courant de l'année 1920, ils demeuraient en général plus bas que le coût de la vie; de même dans les premiers mois de 1921. A la fin de 1921, ils étaient plutôt au-dessus de ce niveau.

Ce dernier phénomène s'explique par l'écart grandissant entre la valeur du mark à l'intérieur du marché allemand, et sa valeur sur le marché des changes. Les variations de valeur d'une monnaie, à l'intérieur d'un pays, sont évaluées à l'aide des indices du coût de la vie ou des prix de détail. Cet indice était en janvier 1922, pour l'ensemble de l'Allemagne de 1640 (1914 = 100). La valeur du mark était donc 16 fois moindre qu'avant la guerre. Mais, à la même époque, le dollar valait à Berlin plus de 200 marks. La valeur du mark sur le marché des changes était près de 50 fois moindre qu'avant la guerre. La chute profonde du mark sur le marché du change n'a donc pas entraîné, à beaucoup près, une baisse aussi importante de sa valeur sur le marché allemand. Mais elle a entraîné une forte augmentation des salaires. Celle-ci a suivi la dépréciation du mark par rapport au dollar, au milieu de l'année 1921, et a compensé la dépréciation du mark sur le marché intérieur, c'est-à-dire la hausse du coût de la vie. Enfin, depuis l'automne 1921, les salaires ont continué à augmenter plus vite que le cours de la vie pour des raisons d'ordre économique. La chute du mark a extrêmement favorisé l'exploitation al-

lemande. Les industriels qui voyaient augmenter chaque jour à leur avantage la marge entre leurs prix et les prix mondiaux, pouvaient sans danger augmenter leurs frais de main-d'œuvre et accorder aux syndicats ouvriers les augmentations qu'ils réclamaient. Cette constatation confirmait la théorie du salaire basée sur la productivité de l'industrie.

Citons un exemple qui montre le développement que nous venons d'indiquer.

Pour les imprimeurs (le point de départ étant le salaire de 1914 = 100 et le coût de la vie avant guerre = 100) nous voyons que les salaires réels ont passé de 160 marks 50 en janvier 1920 (indice d'augmentation 467 — Indice coût de la vie 625) à 285 marks en février 1921 (indice d'augmentation 830 — Indice coût de la vie 884) à 385 marks en octobre 1921 (indice d'augmentation 1120. — Indice coût de la vie 1099) et enfin à 613 marks en janvier 1922 (indice d'augmentation 1783. — Indice du coût de la vie 1640). La même publication donne en outre des indications sur les traitements des employés de banque et des employés des administrations de l'Empire et de l'Etat prussien. Ces renseignements permettent de tirer, à leur sujet des conclusions analogues à celles faites à propos des salaires. Depuis janvier 1920 pour les employés de banque, et depuis août 1921 pour les fonctionnaires, les traitements ont dépassé le coût de la vie.

Avec la grande hausse du coût de la vie qui se produisit en février et mars 1922, les salaires et traitements réels subirent une forte diminution qui les fit tomber bien en-dessous du taux d'avant-guerre.

Le premier cahier de mai 1923 de la revue officielle « *Wirtschaft und Statistik* » nous donne les variations des salaires et traitements réels depuis avril 1922 jusqu'au mois de mars 1923.

Si nous consultons le tableau II donnant les variations des

salaires et des traitements des fonctionnaires et ouvriers mariés, avec deux enfants, tous les chiffres obtenus étant ramenés à la base 100, en 1913, nous faisons les constatations suivantes :

Le salaire des ouvriers qualifiés était de 60,6 en avril 1922 (1913 = 100), de 39,8 en novembre, de 53,1 en février, et de 70 en mars 1923.

Le salaire des manœuvres a été, aux mêmes dates, de 82,6 58,9, 71,6 et 95,1. Comme on peut le constater, les salaires étaient considérablement inférieurs à leur valeur d'avant-guerre, seule une stabilisation des prix de mars 1923 — conséquence de la stabilisation du mark — leur a permis de se relever légèrement en mars.

Durant le mois de février et de mars 1923, en effet, le gouvernement porta ses efforts sur la question de la stabilisation du mark, d'où durant les mois de février et de mars, une baisse assez sensible de prix sur les denrées d'importation les plus importantes. En même temps, les pouvoirs publics et les industriels se mettaient d'accord pour empêcher des hausses de salaires. Pour le mois de mars, la hausse des salaires fût très faible, en gros, de 10 à 20 %, par rapport au tarif de février.

Au mois d'avril, les principales revendications ouvrières portaient sur la question d'un réajustement de salaires, certaines catégories d'ouvriers se trouvant par trop défavorisées par rapport à d'autres.

Les syndicats, pour ne pas gêner l'action entreprise par le gouvernement pour faire baisser les prix, renoncèrent à faire de nouvelles demandes d'augmentation. Les prix de gros commencèrent à baisser au mois de février, et la baisse se poursuivit jusqu'à la fin de mars. L'index des prix de gros du *Berliner Tageblatt* marquait: 7040 en février, et 6124 le 20 mars (base 1 en 1914).

De leurs côté, les prix de détail commençaient à baisser dans le courant du mois de mars. D'après l'office de statistique, le minimum d'existence à Berlin était le 21 mars de 5 % plus bas qu'en février.

Au mois de mai la débâcle monétaire amena une nouvelle hausse, et des prix, et des salaires. Si nous consultons les n^{os} 15 et 16 de la « *Wirtschaft und Statistik* », nous constatons une énorme hausse en juin et juillet, par rapport au mois de janvier 1923; c'est ainsi que le salaire hebdomadaire des imprimeurs est passé de 19754 marks en janvier, à 191.028 marks en juin et à 672.152 marks en juillet. Ce sont là des moyennes pondérées où l'on a tenu compte du nombre des ouvriers et de la durée de validité des contrats de tarif. De même, pour les ouvriers du bâtiment, nous avons les moyennes pondérées de 966.000 marks par semaine en juillet, contre 221.000 marks en juin, et 23.000 marks en janvier.

Si on considère la moyenne pondérée des salaires pour l'ensemble de l'industrie du Reich, calculée en partant de la moyenne pondérée pour différentes professions, on obtient les résultats suivants:

Le salaire hebdomadaire des ouvriers est passé de 24.855 en janvier, à 78.000 environ en mars et avril, à 100.344 en mai et à 974.388 en juillet.

Aux mois d'août et de septembre, le système des salaires à valeur stable (que nous étudions dans notre seconde partie) est appliqué; au mois de novembre le mark-papier est remplacé, dans la détermination du salaire, et du traitement, par le *mark-or*.

Le journal « *Der Deutsche* » n^o 219, organe des syndicats chrétiens demandait, dès la fin d'août 1923, devant l'échec inévitable du système de salaires à valeur stable, l'établissement du salaire or. « Aujourd'hui, le salaire horaire, même

le plus élevé ne saurait marcher de pair avec les augmentations de prix qui surviennent toutes les heures. La stabilité de la valeur du salaire n'est pas possible, quel que soit le procédé employé, tant que nous n'aurons pas de monnaie à valeur stable. La détermination, et le paiement des salaires par semaine ont pour conséquence, qu'avant de pouvoir être utilisé, le salaire a perdu une part importante de sa valeur ; quant aux prix, ils sont également modifiés à chaque heure, et cela, non plus d'après la valeur du mark, mais d'après le bon plaisir des commerçants qui attendent une chute du mark encore plus considérable ». Il fallait trouver un autre procédé. C'est au mois d'octobre que l'on recommença à parler du salaire « or ».

Déjà, lors de la discussion au sujet de l'établissement du système de salaires à valeur stable, les patrons avaient proposé de prendre, pour base de fixation des salaires, la valeur du mark sur le marché international.

La raison qui leur faisait préférer l'indice de l'or à celui du coût de la vie, c'est qu'avec ce système, les salaires conservaient une valeur stable, surtout par rapport au marché extérieur, et ils pouvaient être maintenus à un taux assez bas pour ne pas gêner la capacité de concurrence de l'industrie allemande. Il fut admis, à peu près généralement, tant du côté patrons que du côté ouvriers, que les salaires devaient être désormais calculés et fixés en marks-or. Jusque là, la généralisation d'une monnaie de compte, autre que le mark-papier s'était arrêtée aux salaires. La disparition du mark-papier dans les autres comptes, ses fluctuations vertigineuses, et les chiffres astronomiques auxquels on était arrivé, rendaient pratiquement impossible de continuer à compter les salaires en marks-papier.

La question qui se posait était de savoir quel serait le mark-

or adopté comme unité de compte, et à combien de ces marks-or on fixerait les salaires.

Il était peu pratique de prendre le mark-or d'avant-guerre, car cela aurait entraîné à des calculs compliqués avec les indices de prix, et en outre l'ajustement aurait été difficile avec les monnaies en cours, rapportées au mark-or d'après-guerre, ou au dollar. On adopta donc le mark-or de novembre qui était égal à $\frac{1 \text{ dollar}}{4 \text{ mk } 20}$.

Pour la question du taux des salaires, le syndicat des employés de Berlin (Alfa Bund) proposait le rétablissement des tarifs d'avant-guerre: un ouvrier qui gagnait 5 marks avant la guerre aurait gagné 5 marks-or. Plusieurs syndicats même, se basant sur le fait de la prétendue dépréciation de l'or, réclamaient des salaires sensiblement supérieurs à ceux de 1914.

De leur côté les patrons désiraient, au contraire, voir prendre un taux inférieur à celui d'avant-guerre et correspondant à la situation économique de l'Allemagne en général, et de chaque profession en particulier.

Venait ensuite la question des paiements. Les ouvriers et fonctionnaires, comme les autres allemands, ne voulaient plus de marks-papier: d'ailleurs, ils faisaient défaut, bien que l'émission eut atteint plusieurs centaines de quintillions. De nombreux établissements devaient payer leurs ouvriers avec des bons, ou des chèques spéciaux, souvent même ils devaient payer une partie des salaires en nature, comme les métallurgistes de Berlin par exemple qui payaient, fin octobre, leurs ouvriers avec des bons de pain.

La mise en circulation des emprunts or et des Renten marks amena les ouvriers à réclamer aussi d'être payés avec ces monnaies qui étaient stables, et au pair avec le dollar.

On commença à payer une partie des salaires avec des coupures d'emprunt or. Comme il n'y en avait pas assez en circulation, les syndicats eux-mêmes reconnurent qu'une par-

tie seulement des salaires pouvait être payée en monnaie stable.

D'importants contrats de tarifs furent conclus sur la base des salaires or: le contrat national pour les employés d'assurance et le contrat national pour l'industrie de la chaussure.

D'après ce dernier contrat on prit pour base un mark-or = un dollar divisé par 4,20. Le salaire horaire minimum fixé à 40 pfennig, soit le même taux qu'avant la guerre. Les patrons s'engageaient à payer, autant que possible, leurs ouvriers en monnaie à valeur stable.

Dans la mesure où ils seraient obligés de payer en marks-papier, la conversion devait se faire suivant le dernier cours officiel du dollar à Berlin.

En outre, cette somme de marks-papier était augmentée de 20 %. Le gouvernement, de son côté, tout en laissant les traitements des fonctionnaires fixés en marks-papier, commença à les payer en monnaie à valeur stable; pour le 2^e quart du mois de novembre, il paya 10 % en coupures d'emprunt or. Les contrats de tarif basés sur une base or, se multiplièrent en novembre.

Pour les employés de banque, les traitements mensuels suivants furent établis pour la paie de la semaine du 10 au 25, novembre:

Employés industriels de 72 à 125 marks-or, suivant les classes.

Employés commerciaux:

groupe 1 de 75 à 140 marks-or.

groupe 2 de 90 à 180 marks-or.

groupe 3 de 105 à 225 marks-or.

Le paiement devait se faire en deux fois, le mardi et le vendredi, et, autant que possible, en monnaie stable.

Pour le paiement en marks-papier, la conversion devait se faire au cours du jour. Dans la céramique fine, une commis-

sion de conciliation fixa, pour la période du 5 au 18 novembre le salaire horaire de base de l'ouvrier qualifié dans les grandes villes à 35 pfennig or, soit environ 80 % du taux nominal d'avant-guerre.

Le salaire devait être payé, autant que possible, en monnaie à valeur stable.

En vertu d'un arrêt d'arbitrage, le salaire hebdomadaire des marinières et chauffeurs dans la navigation intérieure avait été fixé, pour la semaine du 5 au 11 novembre à 22, 4 marks or, soit 80 % du taux nominal d'avant-guerre. Le paiement devait être effectué, autant que possible, en monnaie à valeur stable. En cas de paiement en marks-papier, le paiement devait se faire au cours officiel de la veille; pour les marins, un arrêt d'arbitrage fixait le taux des salaires à partir du 1^{er} novembre, à 80 % du taux nominal d'avant-guerre. Le paiement devait avoir lieu, autant que possible, en renten marks sinon en coupures d'emprunt or.

Si nous examinons maintenant les cas des fonctionnaires, nous constatons que les fluctuations des traitements sont analogues à celles des salaires, avec cependant une régression continuelle des premiers par rapport aux seconds.

C'est ainsi que d'après le premier cahier de mai 1923 de la revue « *Wirtschaft und Statistik* » donnant les variations de traitements depuis avril 1922 jusqu'au mois de mars 1923, nous voyons, d'après le tableau II, que les traitements réels des fonctionnaires supérieurs étaient de 27,1 en avril 1922 (base 100 en 1913) et de 31, 3 en mars 1923; pour les fonctionnaires subalternes, nous avons les traitements réels suivants:

59,8 en avril 1922 et 61,6 en mars 1923.

Enfin, le traitement des fonctionnaires moyens oscille entre 37,5 et 39,7.

Pour 1923, le bulletin de la *Presse Allemande* (n° 259), nous donne des indications relatives aux traitements des *fonctionnaires*.

En janvier 1923, un accord intervint entre le Gouvernement du Reich et les fédérations de fonctionnaires au sujet d'une nouvelle élévation des traitements.

L'indemnité de cherté de vie fut portée, pour la première quinzaine de janvier à 310 % de la somme obtenue, en additionnant le traitement de base et l'indemnité de résidence, et à 396 % de cette somme pour la seconde quinzaine. On institua en outre, pour certaines villes (Berlin, Hambourg, Cologne etc...) une indemnité spéciale de « surcherté » de vie de 10 %.

La « Deutsche Allgemeine Zeitung » du 16 janvier indiquait quels étaient, pour le mois de janvier, les émoluments d'un fonctionnaire célibataire, comptant 10 années de service et résidant à Berlin.

Nous y voyons qu'un fonctionnaire du groupe 2 (facteur) gagnait 76.052 marks; un fonctionnaire du groupe 8 (secrétaire principal de ministère) 141.158 marks; et un fonctionnaire du groupe 13 (Directeur de Ministère) 325.380 marks.

Les traitements exceptionnels étaient de 436.870 marks (ambassadeur), et de 770.385 marks pour le Chancelier.

Enfin, pour le mois de juin, le *Bulletin de la presse allemande* n° 274 nous informe que le 13/5/1923 la commission du budget du Reichstag accorda un nouveau relèvement (le 9°) du traitement des fonctionnaires.

Les traitements de base mensuels devenaient les suivants:

Groupe 2	476.000 marks.
Groupe 8	973.000 marks.
Groupe 13	2.080.000 marks

Traitements exceptionnels:

3.030.000 marks (ambassadeur).

6.300.000 marks (chancelier).

Les indemnités de résidence variaient suivant les catégories de villes entre 90.000 marks (classe E) et 180.000 marks (classe A).

Enfin, le Gouvernement du Reich, après de nombreuses négociations avec les syndicats de fonctionnaires décidait, en décembre 1923, que les traitements seraient désormais établis en marks or, le gouvernement devant les payer, autant que possible, en monnaie à valeur stable.

D'après le tableau officiel, nous relevons que les traitements annuels de base variaient de 666 à 888 marks pour les fonctionnaires du groupe 2, de 1260 à 2160 marks pour les fonctionnaires du groupe 8, et de 3750 à 4950 pour le groupe 13.

Pour les fonctionnaires hors classe, nous avons les traitements exceptionnels suivants:

7026 marks pour ambassadeur (groupe 4).

13.500 marks pour les Ministres (groupe 6).

15.000 marks pour le Chancelier d'Empire.

A ces divers taux de base, venait s'ajouter un supplément de résidence (il variait de 120 à 300 marks pour la classe de résidence A).

APPENDICE au Chapitre I^{er}

SALAIRES DÉTERMINÉS PAR LA MARCHÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE (MINEURS)

Examinons maintenant la situation qui fut faite aux mineurs, lors de la crise industrielle de 1920, et des années qui suivirent. L'intérêt de cette étude est double: elle permet de voir l'application pratique d'un système de salaire déterminé par la marche financière de l'industrie; elle fait voir en outre, la situation faite à un groupe considérable de travailleurs dont les revendications sont encore à l'ordre du jour.

A la suite de la crise industrielle de 1920 les mineurs subirent de nombreuses vicissitudes: ils firent une première grève pour le maintien des augmentations obtenues, en octobre-novembre 1920.

Des négociations furent alors entamées entre la Fédération des Mineurs et la Fédération patronale pour l'adoption d'une nouvelle échelle des salaires et la création d'un organe chargé de régler à l'avenir tous les litiges qui s'y rapporteraient.

Mais l'accord ne put se faire: les dirigeants de la Fédération des mineurs voulaient établir pour l'ensemble du territoire un régime identique où dans tous les bassins les travailleurs d'une même catégorie seraient payés au même taux. Mais les patrons ne voulaient point admettre un régime identique pour tous les bassins. Et cela, surtout depuis que le Gouvernement avait décidé de rendre à l'industrie minière sa pleine

liberté financière à partir du 31 mars 1921 au lieu du 3 août date primitivement fixée, pour la cessation du contrôle gouvernemental. Aussi M. Evan Williams, Président de l'Association Minière refusa-t-il d'accéder au nom des propriétaires de mines, aux offres de M. Franck Hodges, secrétaire de la Fédération des Mineurs.

En conséquence, une nouvelle grève éclata qui dura 3 mois (avril-juin 1921). Un accord fut signé à la suite de multiples et laborieuses négociations. Ce fut l'accord du 25 juin 1921. Enonçons brièvement les parties essentielles de ce contrat :

Les charbonnages du Royaume-Uni étaient répartis en treize districts. Chaque district procédant tous les deux mois à la vérification et à la mise en commun des comptes de toutes les exploitations qui le composaient.

Etant donné les recettes du district on commençait par prélever le montant du salaire normal (Standard Wage) tel qu'il était en vigueur dans chaque district fin mars 1921. Puis on établissait la rémunération normale du capital (Standard profits) : une somme égale à 17 % du bordereau des salaires ainsi établi.

Après quoi on augmentait le Standard-Wage de 20 %, ce qui constituait le minimum de salaires du district. Le reliquat était partagé entre la main-d'œuvre et le capital dans la proportion de 83 à 17.

La répartition des fonds se faisait pratiquement de la manière suivante : de 3 mois en 3 mois le taux de salaires de chaque district était soumis à la révision, en fonction de la prospérité de l'industrie du charbon pendant le trimestre qui venait de finir. (1)

Les premiers résultats furent nettement défavorables aux

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Economiques* (d'après le) du 7 juillet 1922.

travailleurs. Dès le mois d'octobre 1921 date à laquelle les fonds votés par la Chambre des Communes pour soutenir les salaires n'entrèrent plus en ligne de compte, les mineurs virent baisser le taux de leur rémunération. En janvier 1922, cette baisse atteignait 20 % dans un certain nombre de districts.

Au mois de juillet 1922, la détresse s'étant encore aggravée, les mineurs du Lancashire et du Cheshire demandèrent qu'un « salaire de subsistance » fut assuré aux moins fortunés d'entre les ouvriers. Cette éventualité était d'ailleurs prévue par l'article 5 de l'accord du 25 juin 1921. Conformément aux dispositions de cet article, le juge Spencer Hogg, Président du Conseil paritaire et du district, accorda le 15 août 1921 des suppléments de salaire aux ouvriers de la surface les moins rémunérés et aux ouvrières.

En septembre, Lord Buxton rendit une sentence analogue en faveur des mineurs du Pays de Galles.

Le 5 octobre 1922, à la réunion du conseil paritaire pour l'industrie du charbon à Londres, les représentants des mineurs réclamèrent le paiement dans tous les bassins d'un minimum de salaires calculé de façon à dépasser le taux de juillet 1914, dans une proportion égale à celle du pourcentage de cherté de vie.

A cette époque, l'augmentation générale du prix de la vie était 70 % par rapport à 1914, alors que l'augmentation du taux des salaires variait seulement entre 20 et 40 %.

N'ayant pu rien obtenir et pour faire aboutir leurs légitimes revendications, les mineurs s'adressèrent aux Pouvoirs Publics. Le samedi 2 décembre 1922, Bonar Law recevait à Downing Street une délégation de la Fédération des mineurs. Le secrétaire de la Fédération, M. Frank Hodges remit à M. Bonar Law un état comparatif des salaires à l'époque et en 1914. D'après les chiffres de septembre, le salaire

moyen pour l'assemblée des mineurs était de 9 shillings par coupe, alors qu'il était avant la guerre de 6 shillings 5 $\frac{1}{2}$.

En appliquant le taux de renchérissement de la vie 88 %, le salaire devait être de 11 shillings 7 $\frac{1}{2}$, le salaire moyen par coupe était donc inférieur de 2 shillings 11 $\frac{1}{2}$ à ce qu'il devait être sans la moindre amélioration, rien que pour faire face au coût de l'existence. En somme, les mineurs étaient d'environ 38 points au-dessous du niveau d'existence normal. La grande majorité des districts miniers ne payaient d'ailleurs que le salaire minimum fixé par l'accord de juin 1921 et au-dessous duquel il n'y avait pas moyen d'aller. L'accord stipulait en outre que si les propriétaires ne touchaient pas leur 17 % de bénéfice normal, les sommes auxquelles ils avaient droit iraient s'accumulant et devraient être prélevées plus tard sur les profits de l'industrie dès que les affaires marcheraient mieux. Tel était le cas de 7 districts, dont les bénéfices futurs se trouvaient par suite grevés d'une hypothèque. Le rendement aurait beau augmenter, les ouvriers n'avaient à espérer aucune augmentation de salaire. Le bordereau de salaires annuel était de 150 millions de livres moindre qu'avant la grève de avril-juin 1921 et alors que la production était sensiblement la même qu'avant la guerre. Les salaires, au contraire, avaient considérablement diminué.

Pour remédier à la pénible situation de leurs mandants, ils demandaient, soit des subventions de l'Etat, soit le retour au régime de taxation du prix du charbon pratiqué entre 1915 et 1918. Mais M. Bonar Law se contenta dans sa réponse de leur indiquer qu'étant donnée la situation financière, il était impossible à l'Etat d'aider les mineurs si intéressante que fut leur cause. Les mineurs cependant ne se tenaient point pour battus et le 26 avril 1923 lors de la réunion à Londres du Conseil National des salaires (National Wages Board), ils renouvelèrent leurs revendications: le salaire minimum étant

d'environ 45 % supérieur à la moyenne d'avant-guerre pour les ouvriers du fond, l'indice de cherté de vie pour mars étant encore de 76 % au-dessus du niveau de 1914 et de 74 % en avril, ils demandaient à ce que le minimum soit au moins proportionné au coût de l'existence et M. Franck Hodges réclama un salaire minimum: celui de 1914 plus un pourcentage correspondant à l'indice de cherté de vie du Ministère du Travail. Mais les patrons déclarèrent qu'il fallait laisser le temps à l'amélioration des conditions économiques, de faire sentir son effet; jusque là, l'Association minière ne pouvait consentir à ce qu'il soit rien changé à l'accord de juin 1921.

En désespoir de cause les leaders du « Labour Party » tentèrent d'améliorer la situation de leurs électeurs par la voie législative et une motion fut proposée au vote de la Chambre des Communes par le député mineur Adamson. Elle demandait que la loi de 1912 votée pour remédier à des situations anormales et permettant suivant certaines modalités de fixer un taux minimum de salaire, soit appliquée au cas des mineurs. Mais la motion fut repoussée sous le prétexte que l'accord de 1921 ne pouvait être modifié; en effet, le relèvement des salaires aurait entraîné un relèvement du prix de charbon qui aurait eu une fâcheuse répercussion sur toute l'industrie britannique et aurait aggravé le chômage.

Au Congrès annuel de la Fédération tenu à Folkestone le 10 juillet, les desiderata des mineurs furent de nouveau nettement exposés par MM. Herbert Smith et Franck Hodges, Président et secrétaire de la Fédération:

1^o Relèvement du taux de salaire minimum, c'est-à-dire obtention du plein salaire de 1914 corrigé selon l'augmentation du prix de la vie;

2^o Révision de la proposition respective des bénéfices et de la rémunération de la main-d'œuvre;

3^o Obtention de renseignements plus précis en ce qui con-

cernait « les frais de production divers » qu'ils soupçonnaient d'être grossis à leur détriment; et le 4 octobre 1923 les dirigeants mineurs tentaient une nouvelle démarche devant la commission nationale du charbon (National Coal Board), pour faire aboutir leurs légitimes revendications. Mais ils n'obtenaient aucun résultat. Enfin le jeudi 15 novembre 1923, les représentants de l'Association minière et de la Fédération des mineurs se réunissaient à Londres pour examiner les revendications ouvrières. Elles furent exposées par MM. Herbert Smith et Franck Hodges. Ils demandaient :

1° Le relèvement de 22 à 40 % au-dessus du « Standard Wage », du taux de salaire minimum;

2° La réduction du taux de bénéfice normal de 17 % à 13 % du bordereau total du « Standard Wage »;

3° La fixation à 87 contre 13 au lieu de 83 contre 17 de la proportion selon laquelle se partageait le reliquat des recettes une fois couverts les frais de toute sorte. M. Evan Williams, Président de l'Association patronale minière refusa de modifier l'accord de 1921. Il suggéra cependant l'établissement d'un sous-comité paritaire spécial, qui examinerait les griefs patronaux et ouvriers. Le sous-comité se prononça contre la première demande des mineurs; il déclara ensuite qu'il serait peut être possible de s'entendre sur les autres.

La question restait donc pendante et ne paraissait pas près d'être résolue. Un espoir cependant restait aux mineurs: l'accession au pouvoir du Labour Party, qui a inscrit la nationalisation en tête de son programme électoral. Il nous reste maintenant à apprécier brièvement cet accord de juin 1921 qui présente un grand intérêt tant au point de vue théorique que pratique. Au point de vue théorique comme le disait M. Baldwin, Président du Conseil, dans un discours à la Chambre des Communes le 21 juin 1923, l'accord de 1921 avait consacré le double principe de participation aux bénéfices

et de la réalisation prélude du grand principe syndicaliste qui désire voir la « mine aux mineurs ». C'était là un commencement de contrôle ouvrier. Mais au point de vue pratique on ne saurait contester qu'il lèse gravement les intérêts ouvriers. Comme le disaient fort justement *les Dailys News* du 10 novembre 1923 : « Le malheur de cet accord, c'est qu'il a commencé à fonctionner en pleine période de vaches maigres. Les mineurs jusqu'ici n'ont pour la plupart rien vu des bénéfices qu'on avait tant fait miroiter à leurs yeux. Ils en éprouvent une irritation compréhensible, et s'en prennent au système dont la popularité et les chances de succès se trouvent par là même, grandement compromises ».

CHAPITRE II

Caractéristiques générales des fluctuations des Salaires et Traitements

Préliminaires. — Il nous reste maintenant à découvrir quelques phénomènes généraux caractéristiques de l'évolution que nous venons d'exposer.

Il nous a paru que quelques-uns des phénomènes observés présentaient un caractère plus intéressant et plus général que d'autres. Ce sont: pour la période de déflation, l'inégalité, le nivellement et la régression des salaires.

Pour la période d'inflation, le nivellement, la régression et le retard sur le coût de la vie des salaires et traitements.

Nous allons développer dans une première section les conséquences de la déflation anglaise sur les salaires (1). Nous étudierons ensuite dans des sections spéciales, successivement et dans chacun des trois pays, les conséquences de l'inflation. Cependant au sujet du retard des salaires et traitements sur le coût de la vie, nous nous contenterons d'une étude

(1) Le traitement des fonctionnaires suivant les conclusions d'un Comité institué sous la présidence de Sir Allan Garrett Anderson (Comité Anderson) qui a fait une enquête sur la question, seraient, en général, en rapport avec le coût de la vie. D'autre part (sauf peut être pour le cas des hauts fonctionnaires) les traitements britanniques tiendraient suffisamment compte de la hiérarchie et des services rendus,

d'ensemble dans les trois pays. Cette question sera, en effet, en grande partie traitée dans notre développement relatif à la régression, et pour éviter toute répétition nous l'avons considérablement abrégé.

SECTION I

PÉRIODE DE DÉFLATION (Angleterre)

§ I

L'inégalité des Salaires

L'une des conséquences les plus fâcheuses de la déflation et de la crise industrielle anglaise a été de créer des inégalités considérables et souvent choquantes entre les différentes catégories d'ouvriers.

La hiérarchie d'avant-guerre qui établissait des différences marquées entre les salariés d'industrie a été complètement remaniée. Mais, alors que naguère l'ouvrier le mieux payé était en général celui qui fournissait un travail plus délicat, exigeant un long apprentissage professionnel, une adresse et parfois une intelligence supérieures à la moyenne, il n'en est plus de même aujourd'hui.

Le groupe qui a été traité beaucoup plus généreusement que les autres, comprend les salariés qui, ne travaillant pas pour l'exportation, ne subissent pas par suite les fâcheuses conséquences de la concurrence mondiale. C'est ainsi que les ouvriers des constructions mécaniques et navales, les mineurs, les ouvriers agricoles et de l'industrie textile et lainière se trouvent avoir des salaires à peine supérieurs à ceux de 1914 ; alors que les cheminots, les ouvriers du bâtiment et les im-

primeurs ont amélioré leur « Standard Of Life » d'avant-guerre (1).

Ces conséquences fâcheuses de la déflation anglaise, montrent bien que pour les salariés d'un pays, la politique monétaire du gouvernement a une importance capitale, puisqu'elle peut aboutir à révolutionner la hiérarchie de naguère. En outre, elles permettent de déclarer que la politique monétaire d'un pays ne peut pas ne pas tenir compte de la situation financière des autres Etats: l'Angleterre en poursuivant une politique de déflation a abouti à ce fâcheux résultat de voir un grand nombre de marchés étrangers se fermer devant les produits de son industrie; pour le plus grand profit des industriels des pays, où fleurit l'inflationnisme qui, bénéficiant de la prime à l'exportation que crée un change bas, ont pu concurrencer avec succès les commerçants et industriels britanniques. Si nous voulons maintenant citer quelques exemples pour illustrer le développement qui précède, il nous suffira de consulter les chiffres fournis par la « Labour Gazette » de mars 1923 et septembre 1923. Nous y voyons qu'un plombier dans l'industrie des constructions navales, gagnait 48 shillings par semaine de 47 heures, alors que dans les entreprises municipales il touchait à la même époque 77 shillings par semaine de 44 heures.

Qu'un manœuvre des chantiers de la Tyne gagnait seulement 39 sh., alors qu'un gardien de square de Newcastle touchait 56 sh. De même, dans les chemins de fer, les facteurs et poseurs de voie, qui dans les localités rurales, se recrutaient avant la guerre presque exclusivement parmi les journaliers agricoles touchaient à l'époque, une rémuné-

(1) Les cheminots gagnaient en septembre 1923, d'après la « Labour Gazette » 100 à 150 % de plus qu'en 1914, suivant les catégories; pour les ouvriers du bâtiment, l'augmentation varie de 90 à 114 % et pour les imprimeurs de 107 à 117 %.

ration à peine supérieure. En 1923, les premiers touchaient 68 sh. par semaine, pendant que les autres n'en touchaient que 40. Citons pour terminer, un exemple typique relaté par un gros industriel britannique Lord Weir, dans le *Times* du 13 janvier 1923.

Sa firme voulait construire à proximité de ses ateliers de mécanique des maisons pour ses ouvriers. Le capital nécessaire était disponible. Rien ne se fit pourtant et voici pourquoi: il aurait fallu que le travail s'accomplît sous les yeux du personnel de l'établissement, qui pour les emplois qualifiés ne touchait pas plus de 57 sh. par semaine de 47 heures, alors que par semaine de 44 heures, les poseurs de briques auraient touché 72 sh. 6 et que leurs manœuvres auraient gagné 55 sh. 6, c'est-à-dire presque autant que les spécialistes de la mécanique. L'injustice eût été trop flagrante et l'on dût renoncer aux travaux projetés.

Ainsi donc, à côté du problème de l'adaptation du salaire au coût de la vie, se pose le problème non moins grave, mais plus complexe du réajustement des salaires entre eux, de manière à rétablir la hiérarchie d'avant-guerre basée (tout au moins en partie), sur la valeur professionnelle et l'utilité des différentes catégories d'ouvriers.

§ II

Nivellement

Le Nivellement des salaires en période de déflation monétaire. — Il nous a paru nécessaire de montrer que le phénomène du nivellement des salaires, qui est l'une des caractéristiques essentielles de la période d'inflation, continue à manifester ses effets durant la période de déflation. Cependant, il est juste de constater que le mal se trouve

atténué. Cela tient à une raison essentielle. La déflation entraîne une « appréciation » de la monnaie qui augmente en valeur réelle la différence de salaire existant entre l'ouvrier qualifié et le manœuvre.

Citons quelques exemples montrant la supériorité de l'accroissement de salaire du manœuvre sur celui de l'ouvrier qualifié. En février 1922, dans les constructions mécaniques et navales, l'augmentation des ouvriers qualifiés était de 85 % (par rapport à 1914), alors qu'elle atteignait 150 % pour les manœuvres. En mars 1923, pour la même industrie elle était de 45 % pour les spécialistes et 77 % pour les manœuvres.

Dans l'industrie du bâtiment, l'augmentation pour les ouvriers qualifiés était de 95 % alors qu'elle s'élevait à 155 % pour les manœuvres.

Signalons pour terminer que cette tendance des salaires des ouvriers qualifiés à reprendre l'avance d'avant la guerre sur ceux des manœuvres, tient en outre au fait que les employeurs britanniques effrayés par les conséquences néfastes du nivellement ont réagi vigoureusement en faveur de l'élite ouvrière, qu'ils ont tout intérêt à protéger. D'ailleurs, cette élite avait été si durement atteinte pendant la période d'inflation, qu'il était difficile de lui demander en période de crise, les mêmes sacrifices que ceux imposés à la masse des ouvriers non qualifiés.

§ III

Régression

La régression des salaires a été une autre conséquence fâcheuse de la période de déflation en Angleterre. Ce phénomène peut être observé en consultant les études comparatives (par rapport à 1914), que nous avons maintes fois utilisées,

du Ministère du Travail Britannique sur les salaires en février 1922, mars 1923 et septembre 1923 (1). Nous y voyons qu'en février 1922, dans les mines de fer de Cleveland, l'augmentation par rapport à 1914 était de 50 % alors qu'à la même date l'indice officiel de cherté indiquait une augmentation de 88 % sur les prix d'avant-guerre; dans les mines de charbon, l'accroissement était également de 50 % seulement; dans les constructions mécaniques et navales l'augmentation était de 85 % pour les ouvriers qualifiés; dans la bonneterie et la tapisserie du Korkshuire, elle n'était que de 75 %. Au mois de mars 1923 les mêmes statistiques nous indiquent que le recul du salaire sur le coût de la vie s'était accentué. Dans les mines de charbon, l'augmentation par rapport à 1914 n'était plus que de 20 à 40 % suivant les districts. Dans l'industrie du coton l'accroissement d'ensemble était de 61 % par rapport à l'avant-guerre. Dans les constructions navales il était de 26 % pour les spécialistes, et de 60 % pour les manœuvres. Dans l'agriculture de 68 % environ. Pour l'ensemble de l'industrie Britannique, le Ministère du Travail évaluait l'augmentation moyenne au 31 mars 1923 à 70 % environ. Or, à la même date, l'indice officiel de cherté de vie indiquait une augmentation moyenne des prix de 76 % par rapport à 1914. Il est évident que les salariés avaient subi de ce fait une importante réduction de leur « Standard Of Life » d'avant-guerre.

En septembre 1923, la situation des salariés ne s'était guère modifiée: dans l'agriculture, l'augmentation n'était plus que de 56 %; dans l'industrie du coton elle était de 65 % environ dans les constructions navales, elle était de 20 % pour les spécialistes et de 68 % pour les manœuvres. Dans cer-

(1) Publiées dans la *Labour Gazette* d'avril 1922, de mai 1923 et d'octobre 1923.

taines industries cependant la situation des travailleurs s'était sensiblement améliorée. C'est ainsi que dans les mines de charbon l'augmentation était montée à 66 % au lieu de 50 % en mars. A la même époque, l'indice du coût de la vie indiquait une avance de 75 points sur la période d'avant-guerre. Or, selon les renseignements fournis par le Ministère du Travail, le taux moyen des salaires était seulement de 70 % supérieur au taux de 1914.

C'est donc à juste raison que la *Westminster Gazette* pouvait imprimer en gros caractères dans son numéro du 20 octobre 1923: « Le taux de rémunération des travailleurs décline de 100 points en trois ans. Il n'est plus que de 70 % au-dessus du niveau d'août 1914 alors que l'index de cherté de vie est de 75 %. »

Remarquons pour terminer, que dans les informations relatives aux salaires que nous venons d'examiner, il n'a pas été tenu compte de la grande perte de gain qui a résulté pour l'ouvrier du chômage total ou partiel qui a sévi avec plus ou moins d'intensité dans presque toutes les branches de l'industrie Britannique (1). Il est d'ailleurs pénible de constater que ce sont justement les industries où les salaires ont subi les plus fortes réductions (constructions navales et mécaniques, industrie du coton), qui sont le plus atteintes par le chômage ce qui diminue d'autant les gains effectifs déjà particulièrement modiques des ouvriers de cette catégorie.

Il nous reste maintenant à étudier le rapport qui existe entre cette régression et le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. Il semblerait au premier abord étant donné le chiffre considérable d'adhérents des Trade-Unions Britanniques

(1) Le nombre des chômeurs, a été en moyenne de 1.500.000 en 1921 et de 1.600.000 en 1922, (d'après les chiffres fournis par la *Labour Gazette*).

(4.720.000 à la fin de 1922) et le nombre imposant des députés travaillistes (180 en 1923), que les salaires auraient dû tout au moins se maintenir à leur niveau d'avant-guerre. Mais il faut tenir compte du fait que l'industrie Britannique souffre depuis trois ans des effets de la grande crise économique de 1920. Qu'en outre, si le retour de la livre à la parité avec le dollar (qui a été jusqu'en 1923, le but essentiel vers lequel ont tendu les efforts du Gouvernement en matière financière), favorise les banquiers, cette appréciation de la monnaie nationale gêne considérablement les exportateurs anglais qui peuvent lutter difficilement et dans de fort mauvaises conditions avec leurs concurrents étrangers (Belges, Français ou Allemands) qui ont sur eux l'avantage d'une monnaie dépréciée et peuvent par suite produire et exporter dans de meilleures conditions.

D'ailleurs les Pouvoirs Publics en Angleterre se rendent bien compte qu'il serait dangereux de vouloir abaisser davantage le taux des salaires. C'est ainsi que répondant à un article de Lord Hugh Cecil paru dans le *Times* du 8 octobre 1923 qui déclarait qu'une nouvelle diminution des salaires était nécessaire, pour permettre à l'industrie Britannique de lutter à armes égales avec ses concurrents étrangers, M. Stanley Baldwin, Président du Conseil, proclamait qu'il fallait faire l'impossible pour maintenir intact le Standard Of Life des Travaillleurs Britanniques.

Si le Premier Britannique essayait ainsi de leurrer les travailleurs avec de vagues promesses, c'était afin d'essayer d'arrêter la vague montante du mouvement syndical et travailliste qui menace d'emporter sur son passage l'ilôt libéral et le bloc conservateur. Remarquons en outre que si la régression des salaires a été assez faible en Angleterre, cela tient en grande partie au fait que les Trade-Unions Britanniques et notamment la « Triple Alliance Industrielle »,

qui comprend les ouvriers de la Fédération des Mineurs, les dockers et les travailleurs des Transports, c'est-à-dire un groupe considérable de salariés (2 millions environ), sauraient empêcher par la grève une diminution par trop considérable du standard of life d'avant-guerre.

SECTION II

LES CONSÉQUENCES DE L'INFLATION SUR LES SALAIRES ET TRAITEMENTS

§ I

a) Nivellement

Un des faits qui frappent le plus à l'examen de l'évolution des salaires et traitements que nous venons d'achever, c'est le nivellement qui s'est produit depuis la guerre à la faveur de l'inflation:

Nivellement entre les salaires des ouvriers qualifiés et ceux des manœuvres — Nivellement entre les différentes catégories d'ouvriers — Nivellement enfin, entre les traitements des hauts fonctionnaires et ceux des fonctionnaires subalternes.

Examinons brièvement la situation dans les trois pays:

a) *Nivellement en Allemagne*

En Allemagne, si nous examinons le rapport annuel de l'Union des Syndicats patroaux de 1922 (avril), nous y voyons citer quelques exemples typiques du nivellement qui s'est opéré depuis la guerre particulièrement! C'est ainsi que dans l'industrie métallurgique à Kognnisberg la différence entre les salaires des manœuvres et ceux des ouvriers qualifiés était avant la guerre de 51 %. Pendant la guerre elle a été réduite à 37 %. Au 1^{er} octobre 1921 elle n'était plus que de 8 %.

Dans les fabriques de papier, la différence n'était à la

fin de 1921 que de 10 % ; à la même date, elle était de 7 % dans le bâtiment et de 5 % dans les carrières et industries de la pierre. La même constatation se fait, si on compare les salaires des jeunes ouvriers et ceux des adultes: il n'y avait plus dans l'industrie chimique en décembre 1921 que 18 % de différence entre les salaires des adultes et ceux des adolescents.

Des renseignements analogues nous sont fournis par le 1^{er} cahier d'avril 1922 de la *Wirtschaft und Statistik*, qui donne des renseignements sur le développement des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés. Nous y voyons, en effet, qu'en moyenne un ouvrier qualifié gagnait 63 % de plus qu'un manœuvre en 1913 et qu'il ne gagnait que 7 % de plus au 1^{er} avril 1922.

Cette situation demeura dans les premiers mois de 1922. En août 1922, d'après des renseignements fournis par la revue officielle *Reichsarbeitsblatt*, un ouvrier d'Etat qualifié qui gagnait en 1913 63 % de plus qu'un manœuvre, ne gagnait à cette date que 8 % de plus.

De même, dans les mines de houille, les abatteurs ne voyaient de 1913 au 1^{er} trimestre de 1922, leurs salaires augmenter que de 21, 80 5 % tandis que les autres travailleurs du fond touchaient en 1922 un salaire 25, 38 fois plus élevé qu'en 1913 et que les travailleurs de la surface enfin bénéficiaient d'une augmentation encore plus considérable avec un indice de majoration de 27,7. « La loi de l'évolution des salaires semblait donc être à ce point de vue: Nivellement des salaires au profit de la classe la moins favorisée (1) ».

Le Nivellement se produisit d'ailleurs aussi entre la rémunération ouvrière qualifiée de spécialités différentes.

(1) MAINGUY — ouvrage cité — page 227 et suivantes.

« C'est ainsi que la situation privilégiée qu'occupaient avant la guerre les ouvriers métallurgistes et les imprimeurs dans l'échelle des salaires, a à peu près disparu. On constate, par exemple, que les imprimeurs ont obtenu une augmentation de 24,5 % entre 1913 et 1922, tandis que dans le même temps la moyenne des salaires s'élevait de 27,6 3 % ». (1)

Ainsi donc l'écart allait sans cesse diminuant entre les salaires des différentes catégories d'ouvriers: cela tenait à ce que à chaque nouveau contrat de tarif la différence entre les salaires des diverses catégories était maintenue à peu près la même en valeur absolue. Mais comme tous les chiffres subissaient une augmentation, cette différence devenait chaque fois plus petite en valeur relative. Mais pourquoi les manœuvres et les non qualifiés furent-ils favorisés par rapport à leurs camarades spécialisés? Pour deux raisons essentielles: la première, c'est que le salaire des catégories les moins favorisées ne pouvait pas diminuer davantage car, sinon il serait descendu au-dessous des sommes indispensables pour leur assurer un minimum d'existence. La deuxième raison était d'ordre syndical. Les jeunes ouvriers avaient envahi les syndicats dont la direction tendait à échapper à l'aristocratie ouvrière. D'ailleurs, de plus en plus les fluctuations du coût de la vie considérables et incessantes donnaient au facteur cherté le rôle primordial dans la détermination des salaires et finissaient par le rendre presque indépendant de la considération, de la qualité et de l'intensité du travail.

Si nous continuons l'examen des documents officiels pour 1923, nous observons le même phénomène. C'est ainsi que d'après les tableaux fournis par le premier cahier de mai 1923 de la *Wirtschaft und Statistik*, la situation était la sui-

(1) MAINGUY — ouvrage cité — page 227 et suivantes.

vante au mois de mars 1923. Alors que le salaire du manœuvre atteignait 65 % de celui d'avant-guerre, le salaire de l'ouvrier de métier n'arrivait qu'à 70 %.

Enfin, en juin 1923, d'après les n^{os} 15 et 16 de la *Wirtschaft und Statistik* les salaires des manœuvres ont augmenté par rapport à 1913 de 0.170 fois en moyenne et celui des ouvriers qualifiés de 7.000 fois seulement. En juillet, l'augmentation était de 30.302 fois pour les manœuvres et de 27.750 fois pour les ouvriers qualifiés.

Un nivellement analogue peut être observé pour les fonctionnaires: le 1^{er} cahier de juillet 1923 de la *Wirtschaft und Statistik* nous donne des tableaux résumant d'une façon lumineuse le développement des traitements de base. Rappelons d'abord que les fonctionnaires furent répartis en 13 groupes et qu'ils touchaient un traitement de base et diverses indemnités: de résidence; de vie chère (pour la partie de leur revenu au-dessous de 10.000 marks); de vie chère pour le reste du revenu; une indemnité dite personnelle (*Kopfschlag*); enfin, des indemnités pour les fonctionnaires mariés et les pères de famille. Ceci dit, nous constatons que pour le groupe II (facteur, fonctionnaire subalterne), le traitement de base passa de 100 en 1913, à 440 en avril 1920, à 958 en octobre 1921, à 1.313 en avril 1922, à 410.500 en juillet 1923. Pour le groupe VII (fonctionnaire moyen: secrétaire supérieur de ministère), nous avons les variations suivantes: 300 en 1913, 708 en avril 1920, 1.833 en octobre 1921, 2.208 en avril 1922 et 851.500 en juillet 1923. Enfin pour le groupe XIII (fonctionnaire supérieur: directeur de ministère), nous avons les augmentations ci-après: 833 en 1913, 1.407 en avril 1920, 5.542 en octobre 1921, 5.542 en avril 1922 et 1.820.000 en juillet 1923.

Ainsi l'écart entre le groupe II et le groupe VIII est passé de 2,40 en 1913 à 1,87 en juillet 1923 et l'écart entre le groupe

II et le groupe XIII est passé de 6,66 en 1913 à 4,00 en juillet 1923. On voit, par suite, que le traitement s'est amélioré pour les groupes subalternes au détriment des groupes supérieurs.

Si l'on considère maintenant le traitement global, le traitement supérieur devrait indemniser le fonctionnaire de sa longue et parfois coûteuse préparation à l'emploi qu'il occupe et en même temps stimuler le zèle des fonctionnaires, en vue de l'avancement. Cette thèse a été violemment combattue par les fonctionnaires subalternes dont les vues trouvaient un appui puissant dans les syndicats libres. Ils déclaraient qu'il ne doit pas y avoir d'autre différence dans les appointements des 13 catégories de fonctionnaires que celles des traitements de base. Cette différence est un stimulant suffisant pour les ambitieux. Quant à la vie chère, elle frappait également les diverses classes sociales, le prix des denrées et de toutes marchandises ne variant pas, en effet, suivant la qualité de l'acheteur. Le Gouvernement suivit leurs suggestions et dans la loi modifiant les traitements, en date du 1^{er} octobre 1922, il maintint l'écart de base existant, mais admit que la plupart des indemnités ne devaient pas varier avec le traitement. (1)

Ainsi, les indemnités n'étant pas pour la plupart proportionnelles au traitement, le nivellement était encore accentué. Cet état de chose vraiment déplorable, était vivement critiqué par les fonctionnaires supérieurs, et à l'occasion des fréquentes modifications de traitements, une bataille se livrait chaque fois sur la question des indemnités: les fonctionnaires supérieurs et avec eux les partis bourgeois, exigeaient qu'on calculât les indemnités en pourcentage du traitement de base.

(1) « Aussi si l'on considère le traitement global, on constate que le groupe VII est supérieur de 1,67 au groupe III et que le groupe XIII est moins de 4 fois supérieur au groupe III » MAINGUY — ouvrage cité page 227 et suivantes).

Ce mode maintenait la distance entre les traitements des fonctionnaires subalternes et ceux des fonctionnaires supérieurs. Mais le gouvernement, par crainte de mécontenter les nombreux fonctionnaires subalternes, n'osait pas réaliser cette réforme, et la situation lamentable des hauts fonctionnaires n'était jamais sérieusement améliorée. Ainsi donc, ouvriers et fonctionnaires sont des victimes de l'inflation. Il est évident que le Gouvernement du Reich devrait intervenir pour empêcher la caste des magnats de l'industrie, d'exploiter aussi honteusement les travailleurs, et qu'il devrait de son côté rendre moins précaire la situation de ses agents. Mais, comme le remarque fort justement M. Allix à son cours (1), « l'Etat Allemand a beaucoup perdu de son prestige et de son autorité depuis la guerre ». Aussi, les maux que nous signalons ne sont pas prêts d'être réparés.

b) Nivellement en France

D'après les constatations générales faites par le Bureau International du Travail, pendant la période 1914-1921, les salaires des ouvriers non qualifiés se sont beaucoup relevés par rapport à ceux des ouvriers qualifiés. Il s'en suit que l'inégalité entre ces deux groupes est moindre en 1921 qu'en 1914. Examinons les conditions et le degré de ce nivellement en France.

En France, d'après un tableau publié par le Bureau International du Travail (2), nous voyons que dans l'industrie du bâtiment à Paris, les maçons gagnaient 8 fr. 55 en 1914, alors que les manœuvres gagnaient 5 fr. ; en 1921, ces deux caté-

(1) M. ALLIX : L'économie de guerre de l'Allemagne : Cours 1922-23.

(2) Bureau International du Travail, Fluctuations de salaires de 1914 à 1921, page 35 et suivantes.

gories d'ouvriers gagnaient respectivement 28 fr. et 18 fr. L'augmentation atteignait donc 360 % pour le manœuvre et 327 % seulement pour le maçon.

Pour les ouvriers du bâtiment des autres villes, l'accroissement atteignait 430 % pour les manœuvres et 411 % pour les maçons. Ce second exemple nous permet de constater en outre, le nivellement qui s'est produit au profit des ouvriers de la province par rapport à ceux de Paris. Cette constatation est d'ordre général. Pour les salariés de Paris, qui avant la guerre étaient mieux payés que ceux des autres villes, l'augmentation provoquée par la hausse du coût de vie a été beaucoup moins considérable que celle obtenue par les ouvriers des autres villes.

De même, dans l'industrie métallurgique le tourneur gagnait 8 fr. 25 en 1914, alors que le manœuvre gagnait 4 fr. En 1921, le premier gagnait 28 fr. alors que le second touchait 15 fr. 60. L'augmentation était de 390 % pour les manœuvres et seulement de 340 % pour les ouvriers qualifiés.

Pour les fonctionnaires, le nivellement des traitements est aussi considérable, et même beaucoup plus sensible que celui des salaires. Ce phénomène particulièrement fâcheux, qui ne paraît guère émouvoir les pouvoirs publics, peut avoir les conséquences les plus néfastes: il finira sans aucun doute par décourager les fonctionnaires intelligents et instruits, qui ne pourront continuer à remplir leurs hautes fonctions pour des salaires de famine; mais encore et surtout, il écartera des fonctions publiques un grand nombre de jeunes gens de valeur, qui préféreront s'engager dans une autre voie et laisseront à des médiocres, la direction des services publics les plus importants et les plus délicats: enseignement supérieur, direction de ministère, etc.

Dans son rapport au ministre du Travail (1), le Directeur de la Statistique générale soulignait en quelques phrases, l'importance de ce nivellement: « L'accroissement relatif des traitements proprement dits (indemnités non comprises), varie en raison inverse du traitement, depuis 10 % seulement pour les fonctionnaires qui recevaient plus de 25.000 fr. en 1911, jusqu'à 200 % environ pour les sous-agents, dont le traitement ne dépassait pas 3.000 fr. Pour les catégories intermédiaires, l'augmentation est voisine de 50 % en ce qui concerne les traitements de 12.000 à 25.000 fr. en 1911; de 90 % environ pour le groupe suivant: 6.000 à 12.000 fr. en 1911, et enfin de 120 % pour les agents recevant de 3.000 à 6.000 fr. en 1911 ».

Le Bulletin de la Société d'études économiques du 23 mars 1923, présentait les mêmes conclusions mais en tenant compte des indemnités pour charges de famille et de résidence dans ses calculs: l'indice d'augmentation pour les fonctionnaires gagnant 3.000 et au-dessous est de 356 pour les célibataires, 381 pour ceux mariés avec 2 enfants, et 437 pour ceux mariés avec 4 enfants. Par contre, l'indice n'atteint plus que 205, 253 et 283 pour les fonctionnaires qui gagnaient 6.000 à 12.000 fr. avant la guerre; de 202, 210 et 220 pour ceux qui touchaient de 6.000 à 12.000 fr. Enfin, les fonctionnaires supérieurs célibataires qui gagnaient 12.000 à 15.000 fr. avant la guerre, ont vu leur traitement global augmenté de 54 %; ceux mariés avec 2 enfants de 59 % et ceux avec 4 enfants de 63 %.

Les fonctionnaires dont le traitement annuel dépassait 25.000 fr. ont reçu une augmentation dérisoire de 14 %, 17 % et 20 %, suivant les catégories, toutes indemnités comprises.

(1) *Journal Officiel*, du 2 décembre 1921.

Comme le dit si bien le rédacteur du *Bulletin*, « il est inutile d'insister sur les conséquences d'un pareil état de choses, qui tend à faire disparaître les élites ».

c) Nivellement en Angleterre

L'un des caractères essentiels des augmentations obtenues par la classe ouvrière en Grande-Bretagne, c'est qu'elles ont abouti à un nivellement des plus préjudiciables aux ouvriers qualifiés, comme à l'ensemble de l'industrie. Si nous examinons la situation dans les différentes industries, nous constatons que ce phénomène est général et varie seulement en intensité, suivant la catégorie d'ouvriers et la branche industrielle que l'on considère. C'est ainsi que dans les mines de charbon, d'après un article du *Manchester Guardian* du 12 mars 1921, les ouvriers spécialistes avaient obtenu les augmentations suivantes: le piqueur qui gagnait en 1914 8 sh. 9 d. (pence) 4, gagnait en septembre 1920 19 sh. 3 d. 36, soit 119 % de plus qu'en 1914. L'ouvrier qui met le feu aux charges d'explosifs, gagnait en 1914 6 sh. 10 d. $\frac{1}{2}$ et 16 sh. 6 d. en septembre 1920, soit une augmentation de 140 %. D'un autre côté, l'ouvrier adulte ordinaire travaillant dans la mine gagnait 5 sh. 4 d. en 1914 et 14 sh. 7 d. en septembre 1920, soit une augmentation de 173 %. Les travailleurs du jour, les jeunes gens de plus de 18 ans, partis d'un tarif de base inférieur, avec une série d'augmentations égales se trouvaient encore plus avantagés (avec un accroissement de 190 à 200 %, par rapport à l'avant-guerre). Le rédacteur ajoutait: « Une entreprise dont le succès dépend des spécialistes au point où en dépend l'industrie houillère, ne peut sans de graves inconvénients, avantager dans une aussi grande proportion la main-d'œuvre sans spécialité; le nivellement des salaires exerce, en effet, une influence déprimante sur les ouvriers

qualifiés, et aboutit à une diminution considérable de la production. »

Si nous consultons de même les études publiées dans le *Labour Gazette* d'avril 1922, et indiquant les augmentations de salaires en décembre 1920 par rapport à 1914, nous remarquons que ce phénomène se retrouve dans toutes les industries: dans le bâtiment, l'augmentation était de 160 % pour les spécialistes et de 225 % pour les manœuvres. Dans l'industrie métallurgique (constructions mécaniques et navales), de même l'augmentation des salaires des manœuvres a été beaucoup plus forte relativement que celle des ouvriers qualifiés. La moyenne d'augmentation était, en effet, pour les ouvriers qualifiés de 120 à 130 %, alors que pour les manœuvres elle dépassait 200 %.

Remarquons pour terminer, que si nous voulions considérer les cas d'espèces, nous trouverions des inégalités encore plus grandes. Mais les exemples que nous venons de citer, qui s'appliquent à l'ensemble de corporations comprenant un nombre considérable d'ouvriers, nous paraissent suffisants pour démontrer l'existence et l'importance du phénomène de nivellement des salaires, au profit des ouvriers sans spécialité en Grande-Bretagne.

§ II

Régression des Salaires et Traitements

Dans le développement que nous avons consacré à l'évolution générale des salaires et traitements, nous avons pu constater une régression quasi-constante des salaires et traitements réels par rapport à l'avant-guerre. Nous nous trouvons d'ailleurs, d'accord à ce sujet avec le Bureau International du Tra-

vail, qui a fait des recherches sur cette question (1), pour différents pays. Nous allons examiner ce phénomène successivement en Allemagne, en Angleterre et en France.

a) Régression en Allemagne

Il est presque impossible (dit le rédacteur du Bureau) en ce qui concerne l'Allemagne, de comparer avec précision les salaires réels actuels et ceux de 1914, d'abord parce que les conditions s'y modifient continuellement, ensuite, parce que les nombres indices du coût de la vie sont établis aujourd'hui sur la base d'un budget de consommation très différent du budget type adopté jusqu'en 1914.

D'autre part, les statistiques des Fédérations d'employeurs et des syndicats sont établies et interprêtées pour les besoins de la cause que l'on veut défendre :

Les salaires réels (c'est-à-dire le rapport entre le salaire nominal et le coût de la vie), pendant la guerre sont impossibles à déterminer, étant donné le fait que les ouvriers par exemple, ont touché des suppléments de salaire en vivres, et que d'autre part, le prix des marchandises vendues en fraude ou non comprises dans le rationnement, variait énormément suivant les régions et les circonstances. Les mois qui suivent la révolution, ont certainement amené une hausse relative du salaire réel, mais par suite de la hausse très rapide des prix qui se produit alors, les salaires nominaux sont, en peu de temps, considérablement dépassés par les prix.

Au cours de l'année 1920 une amélioration marquée se fait sentir ; pour certaines catégories d'ouvriers, les salaires réels de 1920 sont de 50 à 100 % plus élevés que ceux de 1919, mais sauf de rares exceptions, continuent à être infé-

(1) Fluctuations des salaires dans différents pays, de 1914 à 1921.
Edition du Bureau International du Travail — Genève — Juillet
1922,

rieurs à ceux d'avant-guerre. Au cours de l'année 1921, l'industrie allemande a connu une ère de grande prospérité provenant principalement de la différence entre le pouvoir d'achat du mark à l'intérieur et à l'extérieur du pays, différence qui a été maintenue pendant toute l'année par un accroissement constant de la quantité de papier monnaie inconvertible. Ainsi, l'Allemagne a pu conquérir de grands avantages dans le commerce d'exportation, car ses produits étaient vendus à des prix élevés à l'étranger, alors que le coût de la production à l'intérieur du pays demeurait relativement bas...

« En même temps le désir des employeurs de porter la production à son maximum a fourni à la classe ouvrière l'occasion de formuler des revendications, et les demandes d'augmentation des salaires nominaux ont été, en général, couronnées de succès. Les adaptations des salaires au coût de la vie sont devenues plus fréquentes, les conventions n'étant souvent conclues que pour un mois, même que pour une quinzaine, de sorte que les salaires ont suivi de très près les fluctuations du coût de la vie ».

Pour 1922, à la suite de la dépréciation continue du mark, les salaires réels sont en baisse. D'après M. Mainguy (1), « en moyenne les salaires à la fin de 1922 ne dépassaient guère 60 % des taux d'avant-guerre et si l'on tient compte que, pour toutes les catégories, sauf pour les mineurs, les salaires considérés étaient seulement horaires et que la durée de la semaine de travail avait diminué d'au moins 12 %, que, d'autre part, l'impôt sur les salaires était régulièrement prélevé par les employeurs, on peut dire sans exagération, que l'ouvrier allemand n'avait à la fin de 1922 que 50 %, au plus de son salaire réel d'avant-guerre ».

En 1923, la situation demeure inchangée d'après les dé-

(1) MAINGUY — ouvrage cité — page 90 et suivantes.

clarations d'un grand industriel le Docteur Guggenheimer dans « *der Wiederaufbau* » du 26 janvier 1923. L'importance du salaire dans le prix de revient était beaucoup moins grande que celle des matières premières: « D'après les dernières constatations qui ont été faites au Conseil Economique du Reich, pour beaucoup d'articles, le salaire ne représente guère plus de 5 % du prix de revient ». Un article de la *Gazette* de l'Allemagne du Nord (1) nous indique une des conséquences les plus fâcheuses de cette régression.

« L'ouvrier étant devenu bon marché, on a moins d'intérêt à perfectionner le machinisme. Un exemple sur mille: l'emploi du téléphone automatique économise un grand nombre d'employés. L'installation des bureaux est naturellement plus chère. Avant la guerre un calcul précis montrait que l'économie réalisée sur les salaires dépassait de beaucoup l'intérêt et l'amortissement des frais d'installation supplémentaires. Aujourd'hui il en va autrement. Les prix des appareils ont beaucoup plus augmenté que les salaires. Les intérêts et amortissements de l'installation automatique dépassent le gain obtenu par la réduction du personnel. Au point de vue commercial il n'y a plus aucun avantage à étendre l'emploi du téléphone automatique. Autre exemple: depuis des années on s'efforce de remplacer le chauffage à la main des grosses chaudières, par le chauffage automatique; cela exigeait des premiers frais d'établissement importants mais rapidement amortis par l'économie de personnel. Aujourd'hui il est meilleur marché de revenir à l'emploi des chauffeurs ».

Enfin, en novembre et décembre 1923 nous avons vu (2), que le salaire déterminé en marks or atteignait à peine 80 % du salaire d'avant-guerre et en tenant compte de la dépré-

(1) *Gazette de l'Allemagne du Nord* du 8 juillet 1923. « La technique allemande en danger ».

(2) Ci-dessus pages 42 et suivantes.

ciation du mark-or de 1923 qui était égal à 60 % environ du mark-or de 1914, nous voyons que la régression était beaucoup plus considérable.

Pour les traitements, nous constatons une régression analogue mais encore plus accentuée, comme nous l'avons vu dans notre développement sur les traitements de guerre et d'après-guerre (1).

Citons quelques exemples qui montrent que jusqu'au bout cette régression s'est maintenue: d'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung* de février 1922, le fonctionnaire subalterne avait en janvier 1922 un traitement 378 fois supérieur à celui de 1913; le traitement d'un fonctionnaire moyen était 241 fois plus élevé et celui d'un fonctionnaire supérieur 187 fois seulement. Or, l'index de cherté de vie en décembre 1921, atteignait déjà 685. En décembre 1923, époque où les traitements des fonctionnaires du Reich furent déterminés en marks-or, le même phénomène continua à se manifester: les traitements annuels de base variaient en effet, de 666 à 888 marks pour les fonctionnaires du groupe II (traitement d'avant-guerre 1.100 à 1.600 marks); de 1.620 à 2.160 marks pour ceux du groupe VIII (traitement d'avant-guerre 1.600 à 5.000 marks); et de 3.750 à 4.950 marks pour ceux du groupe XIII (traitements d'avant-guerre 8.000 à 12.000 marks) (2).

Et même la diminution de la valeur des traitements par rapport à la période d'avant-guerre était encore plus forte en réalité que ne l'indiquent à première vue les chiffres ci-dessus. En effet, il faut tenir compte de la diminution du pouvoir d'achat du mark-or à l'intérieur de l'Allemagne; au com-

(1) Voir ci-dessus *Evolution des salaires et traitements en Allemagne* pages 29 et suivantes.

(2) A ces divers taux de base venaient s'ajouter des indemnités de résidence qui variaient suivant le traitement. Elles oscillaient entre 120 et 300 marks, dans la classe de résidence A, oscillaient et diminuaient graduellement, pour les autres classes (B. C. D. E.).

commencement de décembre 1923 le mark-or valait 1 trillion de marks-papier, alors que l'indice du coût de la vie, sur la base de un en 1913, était de 1 trillion et demi. Le pouvoir d'achat du mark avait donc diminué d'un tiers, par rapport à 1913. Par conséquent un secrétaire (groupe VIII), qui avec le nouveau règlement recevait comme traitement de début 1.152 marks, se trouvait en réalité dans la même situation qu'avant la guerre avec 800 marks-or. Or, il aurait touché avant la guerre 1.400 marks. La diminution pour cette classe moyenne était donc d'environ 50 %. Remarquons enfin que le gouvernement déclarait lors de l'établissement des nouveaux traitements, que pour compenser les sacrifices qu'il consentait en faveur des fonctionnaires, il allait prendre toutes mesures utiles pour diminuer leur nombre, et accroître leur rendement. Cette déclaration prouve que les fonctionnaires touchaient en octobre-novembre 1923 un traitement réel, inférieur à celui qui venait de leur être accordé en décembre.

Comment expliquer cette régression? Elle est due, en partie, aux circonstances économiques. Il est évident que depuis le mois d'août 1923, date à laquelle l'indice des prix de gros en Allemagne a dépassé l'indice de dépréciation du mark, la situation de l'industrie allemande s'est trouvée, de ce fait considérablement aggravée.

Mais auparavant, la situation était excellente pour les industriels, qui ont pu à la faveur de la dépréciation de la monnaie réaliser d'énormes bénéfices. Pourquoi les ouvriers, contrairement aux déclarations de l'Economie politique, n'ont-ils pas bénéficié de cette rentabilité de l'industrie? Cela tient en grande partie aux difficultés (nées de l'inflation monétaire), auxquelles la classe ouvrière s'est trouvée en butte en 1922 et 1923. Après avoir joué un rôle important durant la guerre, après avoir fait la révolution de 1918, les syndicats ouvriers ont subi les conséquences d'une situation

extrêmement fâcheuse qu'ils n'ont pas su éviter. Si nous considérons les syndicats libres socialistes, qui politiquement adhèrent aux doctrines de la sociale-démocratie, et qui constituent de beaucoup le groupement ouvrier le plus important : nous voyons le nombre de leurs adhérents passer de 2 millions $\frac{1}{2}$ en 1914 à 7 millions en 1919. En octobre 1918 c'est un des chefs de la sociale-démocratie Scheidemann qui proclama la République, canalisant ainsi la révolution au profit de son parti. Son successeur comme chancelier Otto Bauer était le Chef du syndicalisme socialiste ; en mars 1919, les socialistes firent voter deux lois dites de « socialisation » par l'Assemblée Constituante de Weimar. Dans la seconde partie de la constitution allemande de 1919, fut introduite une section intitulée « Vie économique » qui posa quelques principes socialistes. Tous ces faits et d'autres encore prouvent la puissance de la classe ouvrière qui aurait pu à cette époque, en se montrant intransigeante, tout obtenir de la caste patronale. Mais peu à peu les patrons qui en novembre 1918 auraient subi et même accepté sans difficulté toutes les exigences ouvrières, ont repris courage. Les conséquences de l'inflation ont eu un effet désastreux sur la classe ouvrière : elles ont ramené les salariés à se préoccuper seulement d'obtenir des augmentations de salaires, pour parer au coût sans cesse croissant des denrées. Le nombre des membres adhérents aux syndicats a diminué chaque jour (1) : de nombreux syndicalistes ne paient plus leur cotisation. D'ailleurs les fonds des syndicats se ressentent de la dépréciation continue du mark. C'est ainsi qu'en juin 1923, comme le constate très justement le *Berliner Tageblatt* (2) « Les Chefs de syndicats sont op-

(1) Après avoir été 7 millions et demi en 1920, les membres des syndicats libres, n'étaient plus guère, en 1923, que 6 millions (*Bulletin de la Presse Etrangère*, du 5-7-1923).

(2) *Berliner Tageblatt* du 17 juin 1923.

posés à la grève dans les circonstances actuelles, pour la raison que les fonds destinés à alimenter les grèves se ressentent dans presque tous les syndicats de la dépréciation du mark, et il est douteux qu'aucun d'eux puisse maintenant faire les frais d'une grève pendant plus de quelques jours ».

Pour illustrer cette déclaration, constatons que la grève des métallurgistes de Berlin en juillet 1923 ne dura que quelques jours seulement, et ne put amener à elle seule (1), le gouvernement et les patrons à céder aux exigences ouvrières sur la question des salaires à valeur stable. Remarquons en terminant que cette situation matérielle déplorable des ouvriers a changé complètement leur aspect et leur mentalité. Ils ont perdu de leur combativité de naguère, et l'« ouvrier solide souvent replet d'avant-guerre, a fait place, à un nouveau type d'hommes pâles, étiolés et nerveux » (1). Si la caste patronale allemande n'a eu pour but, dans la lutte menée contre la classe ouvrière depuis 1919, que l'asservissement de la classe ouvrière, elle peut se vanter d'avoir pleinement réussi.

b) Régression en Angleterre

La période d'inflation en Grande-Bretagne a été, en général, plutôt favorable aux salariés et fonctionnaires, qui ont bénéficié d'augmentations qui leur ont permis de maintenir et même dans de nombreux cas d'améliorer leur « Standard Of Life ». Cependant, il serait inexact de croire que tous les travailleurs sans exception ont bénéficié d'avantages, en rapport avec la hausse croissante du prix des denrées. De nombreuses catégories de salariés, en effet, n'avaient obtenu en

(1) *Gazette de Francfort* du 12 juin 1923. Le Gouvernement du Reich, désirant continuer sa politique de résistance passive, faisait l'impossible pour éviter des troubles sociaux.

1920 que des augmentations insuffisantes, qui ne compensaient nullement la hausse du coût de la vie. Si nous consultons, en effet, les études publiées par la *Labour Gazette*, sur les variations de salaires entre 1914 et 1920, nous faisons la constatation suivante : alors que l'indice de cherté de vie pour novembre 1920 atteignait 176, les ouvriers qualifiés du bâtiment n'avaient bénéficié que d'une augmentation de 160 % ; de même l'augmentation pour les ouvriers qualifiés des constructions navales et mécaniques était de 125 % seulement ; le niveau d'existence ouvrière avait également subi une régression dans la bonneterie et la tapisserie du Korkshire, dans l'industrie du coton et de la chaussure. Il est certain cependant que dans l'ensemble les ouvriers anglais ont été favorisés par l'inflation, et que les augmentations obtenues jusqu'en 1920 compensaient amplement le recul subi par les catégories de salariés que nous venons d'énumérer.

c) Régression en France

Le phénomène de la régression des salaires et traitements s'est aussi manifesté en France.

Pour le cas des ouvriers, cependant, nous le constatons seulement au début et à la fin de la période, qui fait l'objet de notre étude ; dans l'intervalle (et particulièrement en 1920), c'est la tendance inverse qui s'est au contraire manifestée, comme nous l'avons d'ailleurs constaté dans notre développement sur l'évolution des salaires en France (1).

Les fonctionnaires au contraire (à l'exception des agents subalternes gagnant moins de 3.000 francs avant la guerre), ont tous souffert de l'inflation monétaire ; ils n'ont pas tous été

(1) Voir ci-dessus page 14.

frappés aussi durement cependant comme nous aurons l'occasion de le constater.

Examinons successivement la situation des salariés et celle des fonctionnaires.

Pour les *ouvriers*, au commencement de la guerre, la hausse des salaires n'a pas devancé la hausse des prix et par conséquent ne l'a pas provoquée; et contrairement à l'opinion commune (qui n'est pas d'ailleurs celle des économistes), la hausse des salaires n'a point été la cause principale de la hausse des prix puisqu'elle l'a suivie au lieu de la précéder. Si nous consultons en effet les renseignements fournis par le *Bulletin de la Statistique générale de la France* (1), nous voyons qu'en 1916 l'indice du coût de la vie s'était déjà élevé de 145 % environ alors que les salaires avaient bénéficié seulement d'une augmentation de 122 % par rapport au taux d'avant-guerre. Ainsi donc, dans cette première phase de la période d'augmentation du coût de la vie, la règle habituelle de l'évolution des salaires en période de hausse des prix a reçu une nouvelle consécration: le salaire nominal s'est élevé moins rapidement que le prix des différentes marchandises, et le salaire réel a par suite, subi une diminution sensible.

Il est donc certain que les deux premières années de la guerre ont marqué pour les ouvriers français une période de régression. Nous avons vu, qu'à partir de 1917, le salaire nominal s'est au contraire accru dans des proportions considérables, et que même cette augmentation a été supérieure à l'accroissement du prix des denrées, déterminant ainsi une amélioration du « niveau de vie » de l'ouvrier français.

A la fin de 1923, nous croyons pouvoir déclarer qu'une régression analogue s'est produite: il nous est impossible (par

(1) *Bulletin* de juillet 1921.

suite d'un retard dans la publication du *Bulletin du Ministère du Travail*) de pouvoir citer des chiffres précis permettant de mesurer le recul du salaire nominal par rapport au coût des denrées. Il est à peu près certain cependant que la classe ouvrière n'a pas bénéficié d'une augmentation de salaire, compensant la hausse considérable des prix, qui a marqué le second semestre de cette année, d'où une régression du salaire réel par rapport à celui d'avant-guerre. Remarquons d'ailleurs que cette régression (en admettant bien entendu que notre hypothèse soit exacte), est normale, les salaires réels subissant généralement un recul plus ou moins considérable en période de hausse rapide du coût de la vie.

Si nous examinons maintenant le cas des *fonctionnaires* nous voyons, qu'en dehors des agents gagnant moins de 3.000 fr. avant la guerre, tous les employés de l'Etat et particulièrement les hauts fonctionnaires, ont subi une régression considérable de leur traitement réel d'avant-guerre. C'est ainsi que suivant le *Bulletin de la Société d'Etudes Economiques* (1), alors que l'indice moyen du coût de la vie atteignait 332 en janvier 1923, à la même date, les pourcentages d'augmentation des traitements étaient les suivants: 253 pour les fonctionnaires gagnant de 3.000 à 6.000 francs avant la guerre, et 202 pour ceux qui gagnaient de 6.000 à 12.000 francs; les hauts fonctionnaires qui gagnaient avant la guerre 12.000 à 25.000 francs ne bénéficiaient que d'une augmentation de 54 %, et ceux touchant plus de 25.000 francs d'un accroissement de 14 %.

Cette régression des traitements est présentée sous une autre forme par l'« Economie Nouvelle » (2) : En valeur réelle

(1) N° du 23 mars 1923.

(2) N° d'août 1923.

le traitement du fonctionnaire qui gagnait de 3.000 à 6.000 fr. avant la guerre avait diminué de 20 %; pour celui qui touchait de 6.000 à 12.000 francs la diminution était de 40 %; elle atteignait 48 % dans le cas du fonctionnaire gagnant de 12.000 à 25.000 francs.

On ne peut que déplorer cette considérable diminution du traitement réel des fonctionnaires moyens et supérieurs, qui constituent les cadres indispensables à la bonne gestion des affaires publiques, et qui n'ayant pas démérité, ne devraient pas être les victimes d'une politique financière néfaste dont ils ne sont nullement responsables.

Il nous reste maintenant à examiner dans quelle mesure les ouvriers auraient pu, grâce à une politique d'union et de résistance, éviter cette fâcheuse régression des salaires réels de 1923 par rapport à ceux de 1914.

Il nous suffit à ce propos de consulter les « Annuaires » du Bureau International du Travail (1), pour faire les constatations suivantes: alors qu'en 1920 la Confédération Générale du Travail avait un nombre considérable d'adhérents, et que les nombreuses Fédérations qui la constituaient se trouvaient dans une situation avantageuse, leur permettant de lutter avec de grandes chances de succès contre les industriels, pour le maintien ou l'amélioration de leur standard of life, la situation était tout autre dès 1922: la fondation d'une nouvelle Confédération (Confédération générale du Travail Unitaire, rivale de la C.G.T. et l'indifférence ouvrière pour les syndicats, née soit du spectacle des luttes intestines entre les dirigeants des deux Confédérations, soit du désir d'un grand nombre d'ouvriers de ne plus payer désormais leur co-tisation syndicale, ont amené une régression considérable du

(1) Annuaire du Bureau International du Travail; années 1921, 1922 et 1923.

mouvement syndical en France. Si nous rapprochons en effet les chiffres indiquant le nombre des syndiqués en 1920 et en 1922, nous constatons une diminution considérable des adhérents des différents syndicats entre ces deux dates: c'est ainsi que la Fédération du Bâtiment comptait (en septembre 1919), plus de 100.000 adhérents alors qu'en mars 1922, elle n'en groupait plus que 21.430; que la Fédération des cheminots comprenait 250.000 membres en novembre 1920 et seulement 53.620 en mars 1922; de même pour la Fédération des Mineurs le nombre des syndiqués était de 130.000 en novembre 1920 et de 98.000 en mars 1922. Si nous avions pu nous procurer le chiffre des membres des différents syndicats en 1923 (1), nous aurions très probablement constaté une nouvelle diminution par rapport à 1922.

Il semble donc exister une certaine corrélation entre le phénomène de la régression des salaires et celui de la diminution de l'activité syndicale. Et il ne nous paraît pas exagéré de conclure en déclarant que, si les ouvriers français comprenaient mieux désormais l'importance du rôle dévolu aux syndicats dans les discussions relatives au salaire, et se groupaient en Fédérations nombreuses et disciplinées, leur situation matérielle serait améliorée dans un avenir prochain.

(1) Ce chiffre n'est pas indiqué par l'Annuaire du B. I. T. de 1923, et les secrétaires des deux Confédérations se refusent à fournir des précisions à cet égard sous des prétextes plus ou moins plausibles.

§ III

Retard (*France, Angleterre, Allemagne*)

L'examen de notre chapitre premier fait ressortir un phénomène caractéristique de l'évolution générale des salaires et traitements: il s'agit du retard de la progression des salaires et traitements, par rapport à l'augmentation du coût de la vie.

En période d'inflation il provient de la difficulté qu'éprouvent les ouvriers et fonctionnaires à obtenir des relèvements en rapport avec la cherté croissante des marchandises. C'est ainsi qu'en *France* les salaires ont suivi avec un long retard l'augmentation du coût de la vie dans les premières années de la guerre. Pour les fonctionnaires, le retard fut encore plus considérable puisqu'ils n'ont obtenu d'augmentations sérieuses et générales qu'à partir de 1919. De même en 1923, nous assistons au renouvellement du même phénomène.

La cherté croissante des denrées et objets a fait monter l'index officiel à des hauteurs inconnues jusqu'à ce jour, alors que les relèvements de salaires ont été insignifiants, et que les fonctionnaires n'ont pu obtenir jusqu'ici tout au moins, que des satisfactions dérisoires. En *Angleterre*, si, durant la période d'inflation, les salaires ont en général aussitôt suivi (et parfois même précédé) la hausse du coût des denrées, il n'en a plus été de même dans la période de déflation. Nous avons vu dans notre développement sur la régression en Angleterre que, contrairement aux théories générales admises, la baisse des salaires a été sensiblement plus forte que la diminution du coût de la vie. Alors qu'en effet les salaires réels ont une tendance générale à augmenter en période de baisse des prix par suite de la résistance ouvrière aux diminutions de salaires, nous avons pu constater qu'en Angleterre le « standard of life » de la grande majorité des salaires, avait subi une sen-

sible régression. Mais c'est *en Allemagne* que ce phénomène se présente avec la plus grande amplitude : la dépréciation rapide de la monnaie, dont nous avons suivi les phases dans notre chapitre premier (1) entraîna une augmentation continue du prix des marchandises. Dans ces conditions, les salariés et les fonctionnaires avaient beau revendiquer et obtenir des relèvements ; chaque relèvement se révélait manifestement insuffisant, parce que, dans l'intervalle qui s'était écoulé entre la demande des employés et l'acceptation des employeurs, la monnaie avait perdu une grande partie de son pouvoir d'achat. Comme le dit M. Mainguy (2) : « En définitive, le salaire réel des ouvriers allemands a diminué presque régulièrement depuis 1919 et l'écart a tendance à s'accroître. En voici un exemple précis, cité par *le Vorwärts* du 15 juin 1923, dans un article sur les salaires des ouvriers en bois. Le Syndicat des ouvriers en bois tient pour ses membres un index des salaires. D'après ses calculs, le salaire entre juillet 1921 et octobre 1922 oscille entre 60 et 70 % du salaire d'avant-guerre. Dans les époques de chute du mark et de hausse des prix, les salaires ont baissé jusqu'à 62,60 et 59 % du salaire d'avant-guerre ; dans les époques de stabilité les augmentations ramenaient le salaire à 70 et même 73 %. De janvier à septembre 1922 le salaire moyen est de 66,5 %. D'octobre à décembre, il n'est plus que de 55,3 %. Pour les trois premiers mois de 1923 il est de 56,3 %. Ainsi d'octobre 1922 à mars 1923, les ouvriers en bois ont subi une perte d'1/6 environ par rapport à la valeur réelle de leurs salaires entre janvier et octobre 1922 ».

Dans ces conditions, il devenait impossible avec les méthodes habituelles de rémunération, d'arriver à un résultat

(1) Voir ci-dessus pages 29 et suivantes.

(2) MAINGUY — ouvrage cité — page 95 et suivantes.

satisfaisant pour les différentes catégories de salariés. Devant cette carence des procédés d'avant-guerre, il fallait improviser une nouvelle méthode de rémunération pouvant aboutir à des résultats susceptibles de procurer aux intéressés des avantages tangibles.

DEUXIÈME PARTIE

LES REMÈDES

Quels remèdes apporter à la situation des salariés et des fonctionnaires qui, comme nous venons de le voir dans notre première partie, sont parmi les victimes de l'instabilité monétaire.

Un système fut proposé et appliqué pour améliorer la condition des travailleurs. C'est celui de l'adaptation automatique des salaires et traitements au coût de la vie, plus connu sous le nom « d'échelle mobile des salaires et traitements ». En même temps pour permettre aux ouvriers et fonctionnaires pères de famille d'élever leurs enfants malgré la hausse croissante des denrées, des indemnités spéciales leur furent accordées.

Le système de l'échelle mobile fut mis en pratique en Allemagne et en Angleterre seulement. Quant aux indemnités pour charges de famille, elles furent accordées dans les trois pays.

Nous allons examiner successivement l'application de l'échelle mobile en Allemagne et en Angleterre; nous nous occuperons ensuite des allocations pour charges familiales.

CHAPITRE PREMIER

L'adaptation automatique

SECTION I

ECHELLE MOBILE EN ALLEMAGNE

Dans le système de l'échelle mobile, on ne considère plus l'ouvrier comme producteur, mais comme consommateur. Il s'agit d'obtenir pour lui la garantie d'un certain salaire réel, indépendamment de toute idée de participation aux bénéfices en lui assurant une capacité d'achat égale, en dépit des variations du coût de la vie.

Ce système avait déjà été préconisé avant la guerre ; mais on s'était contenté de discussions purement théoriques, étant donné que les prix étaient à cette époque relativement stables.

Après la guerre au contraire, la hausse du prix de la vie se poursuit si rapidement et, avec une telle ampleur qu'on finit par se demander si le système en vigueur de détermination du salaire pouvait être maintenu. Ce système en effet ne permet pas au salarié, de supporter sans de grandes privations les augmentations considérables de prix des denrées de première nécessité. A chaque nouvelle vague de hausse, les salariés doivent présenter de nouvelles revendications provoquées par la cherté croissante et la paix sociale se trouve compromise.

Mais chaque adaptation du salaire au coût de la vie ne peut être que momentanée par suite de la dépréciation continue de la monnaie.

Dès 1919, dans certaines industries le salaire se composait d'un élément fixe et de suppléments mobiles de cherté de vie ; depuis 1920, le facteur cherté a été particulièrement pris en considération et, si le principe de l'échelle mobile n'a pas été

légalement proclamé, les résultats obtenus ne sont pas très différents de ceux que son application aurait donnés. C'est ce qui ressort tout au moins de l'enquête menée par les soins du ministre du travail Brauns en février 1922, lors du projet de mise en application de l'échelle mobile. (1)

C'est en 1922 que le problème de l'échelle mobile a été particulièrement étudié par les pouvoirs publics et les fédérations patronales et ouvrières. Nous empruntons au *Bulletin de la Presse Allemande* n° 55, du 8 mars 1922 le développement suivant sur la question : « La vie sociale est aujourd'hui dominée par le problème des salaires. Au lendemain de la révolution, l'exigence essentielle de la classe ouvrière était la transformation de toute l'organisation économique par la substitution du système socialiste au système capitaliste.

Aujourd'hui, la réalisation du socialisme est indéfiniment ajournée. La révolution socialiste a dégénéré en une lutte pour les salaires dans laquelle le prolétariat perd de vue les idéaux marxistes, pour lesquelles il s'enthousiasmait autrefois. C'est que la variation continuelle du coût de la vie donne au problème pour le salarié allemand une acuité redoutable. La méthode jusqu'ici employée des contrats de travail à court terme est compliquée et insuffisante. Malgré toute la ténacité et toute l'activité syndicale, le salaire ne suit pas le coût de la vie : au moment où les organisations syndicales ont obtenu un relèvement, les prix ayant continué leur course ascendante, tout est à recommencer. Il est nécessaire de trouver une méthode plus rapide et plus sûre. Elle existe : c'est celle de « l'échelle mobile » qui consiste à faire varier automatiquement les salaires avec le coût moyen de la vie.

L'application de l'échelle mobile aurait lieu sur la base

(1) Cependant M. MAINGUY (ouvrage cité) s'élève contre les résultats obtenus par le ministère du travail.

d'un contrat passé entre le syndicat et le patron, et pour la durée du contrat. Ce contrat fixerait deux choses: un salaire de base invariable et des suppléments ou des déductions proportionnels au coût de la vie. Pendant toute la durée du contrat, le salaire de base et la méthode de calcul des éléments variables du salaire ne changeraient pas.

De nombreux spécialistes des questions sociales ont étudié ce problème. Défendu par certains socialistes (*Vornaerts* du 1^{er} mars 1922. *Freiheit* du 28 février 1922).

L'échelle mobile est combattue dans les milieux syndicalistes et par les capitalistes (« *Kreutz Zeitung* » du 14 février 1922. Enumérons brièvement les arguments qui ont été donnés pour et contre le système. Contre l'échelle mobile: la première difficulté qui se présente, c'est celle du calcul du coût moyen de la vie. Il y a bien des index qui ont la prétention d'être établis scientifiquement. Mais ces index partent tous de bases différentes, arbitraires, et aboutissent à des résultats divers. Les offices de statistique du Reich et des grandes villes, Hambourg, Leipzig, etc., dressent des tableaux du renchérissement et jamais leur résultat n'est uniforme (1). Mais ce n'est pas là la seule difficulté que présente l'établissement de l'échelle mobile: il faut encore établir le salaire de base correspondant à un coût moyen donné de la vie. Ce salaire de base doit représenter le minimum nécessaire à l'existence d'une famille ouvrière. Et la fixation de ce minimum d'existence ouvre un champ illimité aux erreurs et aux injustices. Quels besoins, par exemple, considérés comme indispensables? L'établissement de l'échelle mobile peut avoir pour résultat paradoxal, par suite d'une erreur de calcul de

(1) L'office de statistique de la ville de Nuremberg avait pour la période avril, décembre 1920, calculé que le coût de la vie avait augmenté de 60 % ; de son côté Kuczynski évaluait que durant la même période une baisse de 10 % s'était produite,

base de perpétuer selon les circonstances ou un avantage, ou un préjudice pour telle ou telle catégorie d'ouvriers.

Supposons néanmoins, ces difficultés résolues et l'échelle mobile établie. Tout pourra aller bien tant que les salaires augmenteront ; mais dès que le prix de la vie baissera, de quel cœur les ouvriers accepteront-ils une baisse de salaire ? Peut-on admettre que l'ouvrier au moment où il va commencer à respirer et à avoir en poche un peu plus que le strict nécessaire, soit tout de suite rejeté dans la gêne ? Pour beaucoup de socialistes, l'échelle mobile n'est qu'un moyen de perpétuer la misère actuelle du prolétariat et d'en faire une classe d'éternels insatisfaits.

Les plus violents adversaires d'une réglementation nouvelle sont les syndicalistes convaincus. L'adoption de l'échelle mobile en effet restreindrait notablement leur champ d'action, en interposant entre eux et les patrons une sorte d'arbitre mécanique. Plus de ces luttes dans lesquelles l'ouvrier puise la conscience de classe et qui sont l'élément vital du syndicalisme ardent. Sans compter que l'élimination du syndicat dans les questions de salaires, aurait pour le travailleur les conséquences les plus préjudiciables : un syndicat puissant est en effet toujours capable d'empêcher les salaires de baisser si les prix diminuent ; avec l'échelle mobile le syndicat n'est plus qu'un spectateur impuissant.

Enfin, les capitalistes défendent leur point de vue dans la *Kreutz Zeitung* : « Il y a deux façons de concevoir l'échelle mobile : ou bien elle prend pour base le rendement d'une industrie et fait varier le salaire de l'ouvrier avec les bénéfices du patron. L'échelle mobile ainsi conçue, part d'un principe exact : une industrie ne peut accorder de salaires qu'en rapport avec ses bénéfices. Ou bien elle prend comme point de départ le coût de la vie. Mais alors elle ne tient pas compte de l'essentiel, les bénéfices de la production. Il n'est pourtant

pas possible de faire abstraction de l'état de prospérité ou de détresse d'une industrie pour le calcul des salaires ».

Pour l'échelle mobile: les socialistes qui la réclament, déclarent ne point y voir une solution définitive de la question sociale, mais simplement un expédient plus rapide que les contrats de travail pour adapter les salaires au niveau des prix. Pour éviter le mécontentement des ouvriers en cas de baisse du prix de la vie, ils proposent de laisser passer un délai assez long, six mois par exemple, avant de diminuer les salaires. Enfin, ils ne veulent pas que l'échelle mobile soit appliquée en vertu d'une loi générale, d'une façon obligatoire et uniforme pour tout le Reich: l'Etat laisserait les syndicats complètement libres de leur conduite; l'introduction de l'échelle mobile, aurait lieu sur la base d'un contrat passé entre le syndicat et le patron, et pour la durée du contrat. Ce contrat fixerait deux choses: un salaire de base invariable, et des suppléments ou des déductions proportionnels au coût de la vie. Pendant toute la durée du contrat, le salaire de base et la méthode de calcul des éléments variables du salaire ne changerait pas. A l'expiration, rien ne s'opposerait à ce qu'on modifiât à la fois l'un et l'autre. Et c'est ainsi que les luttes continueraient comme dans le système actuel: les syndicats ne seraient pas éliminés; la seule différence, c'est qu'un renchérissement n'entraînerait pas chaque fois de nouvelles luttes pour le relèvement des salaires. Ce système de contrat combiné avec l'échelle mobile, fait en plus, tomber l'objection exposée plus haut, que le nouveau système aurait pour effet de perpétuer la misère ouvrière.

Le ministre du Travail Dr Brauns, dans un article publié par *Der Deutsche* (15 février 1922), se déclarait hostile à l'échelle mobile, et partisan d'une fixation à court terme des salaires par des tribunaux d'arbitrage. Le point de vue gouvernemental a été fixé dans le mémoire du ministre des

Finances du Reich I.B. 22.570 du 30 septembre 1922. Il était nettement défavorable à l'application du système.

La question de l'échelle mobile sommeilla pendant l'année 1922. Les socialistes et les syndicats au lieu d'agir sur les salaires, songèrent à agir sur le mark, et en firent passer la stabilisation au premier rang de leurs revendications. Pendant ce temps, les syndicats activaient leurs demandes d'augmentation de salaire et concluaient des contrats de tarif pour des périodes de plus en plus courtes, deux mois, un mois, quinze jours, huit jours. Mais la chute du mark ne s'arrêtait qu'à de brefs paliers et il devenait certain que rien ne saurait empêcher la débâcle monétaire. Aussi, pour remédier aux maux dont souffraient les salariés, un des principaux chefs syndicalistes Tarnow réclama dans le *Correspondenz Blatt* de la Confédération générale des syndicats du 17 février 1923, la détermination et le paiement en or des salaires, en faisant remarquer que la pratique des comptes-or se développait chaque jour, et que seuls les ouvriers continuaient à être payés en marks-papier. La question fut de nouveau soulevée après l'échec de l'essai de stabilisation de la monnaie, tenté en mars par le Gouvernement. Les syndicats réclamèrent d'abord de nouvelles augmentations de salaire; puis, les journaux socialistes firent observer que pour tous les prix, sauf pour les salaires, on comptait en or ou en dollars, et la formule du salaire en or ou en dollars se répandit dans les milieux ouvriers. Mais alors que les ouvriers entendaient par là obtenir les salaires d'avant-guerre, les chefs de syndicats comprenaient les dangers et l'impossibilité de cette formule. Ils voyaient fort bien que même en arrivant à imposer leur point de vue aux patrons, les circonstances économiques rendaient pratiquement impossible l'établissement d'un salaire ayant le même pouvoir d'achat que celui d'avant-guerre. Et, au lieu de parler de salaire-or, ils préféraient en général employer

une formule plus modeste indiquant bien qu'ils se contenteraient de salaires réels inférieurs à ceux de 1914: ils réclamaient l'établissement de salaires « à valeur stable ». C'est ainsi que la Confédération générale des employés de Berlin (Afa-Bund) invitait dans le *Vorwaerts* du 17 juin ses adhérents à obtenir des salaires à valeur stable. De son côté, dans la Revue « *die Gloke* » du 18 juin, le chef de la Confédération générale des Syndicats Leipart, après avoir déclaré que si l'usage de compter en or se généralisait il faudrait aussi compter les salaires en or, ajoutait que cependant il fallait en attendant une autre mesure de valeur, modifier le système des salaires tant que le commerce de détail accepterait les marks-papier: « Il serait très souhaitable qu'on trouvât un nombre indice et une méthode de détermination des salaires qui pussent épargner aux syndicats de toujours livrer des combats de salaires pour maintenir ou rétablir les salaires réels qui tombent à la suite de la hausse des prix ».

Enfin, dans le *Vorwaerts* du 19 juin, les socialistes publiaient leurs revendications au point de vue financier, au nombre desquelles figurait l'établissement de salaires à valeur stable.

Mais une question capitale restait à résoudre: l'application pratique du système. Le mark-papier étant conservé comme moyen de paiement, si la mesure du salaire était fixe, le salaire lui-même, la somme en espèces à remettre entre les mains de l'ouvrier restait par hypothèse en variation continue. Il fallait trouver un certain procédé permettant de fixer la somme à payer suivant une certaine mesure de valeur adoptée.

Le premier, le ministre du Travail Dr Brauns, sortit de la théorie pure et des formules vagues: dans une interview publiée par le *Berliner Tagblatt* du 20 juin, il déclarait que le meilleur système consistait à laisser fixer les salaires par voie de négociation pour des périodes de temps limitées, par

exemple pour un mois. Dans chaque convention on introduirait une clause d'après laquelle, pendant la durée du contrat, les salaires suivraient le mouvement du coût de la vie. En même temps, on publierait des *Index-Numbers* hebdomadaires, afin de permettre une adaptation plus rapide des salaires, et on reviserait la méthode servant au calcul des index officiels.

Reprenant les idées du ministre, la Commission de direction de l'*Afa-Bund* adoptait, le 21 juin, un programme détaillé pour la fixation des salaires à valeur stable. Elle posait en principe que le point de départ de toute négociation devait être les salaires fixés par les contrats de tarif ; et elle ajoutait : « Chaque syndicat particulier déterminera suivant la situation professionnelle, quel mois de cette année ou d'une année antérieure doit être pris comme base. Le salaire de base sera chaque fois fixé à nouveau par convention pour la durée du contrat de tarif ou de traitement ».

« Pendant la durée du contrat, les changements qui interviendraient dans le pouvoir d'achat du salaire seraient compensés par des suppléments mobiles, suppléments fixés en fonction d'un index correspondant à la dépréciation de l'argent. L'index devant servir de base aux calculs de salaires serait l'index du coût de la vie, mais révisé de façon à mieux correspondre aux réalités quotidiennes ».

Les autres organisations ouvrières et en particulier la Confédération générale des fonctionnaires (socialistes) se rallièrent au système de l'*Afa*.

Les syndicats patronaux et ouvriers chargèrent, le 23 juin, une commission paritaire, composée de quatre ouvriers et de quatre patrons, d'étudier la question. Les patrons essayèrent d'abord de faire traîner les choses en longueur. Mais, devant les menaces de grève générale des syndicats, et le prix de la vie ne cessant de croître dans des proportions énor-

mes (1) le Gouvernement, qui tenait par-dessus tout à empêcher l'explosion de graves conflits sociaux qui auraient compromis sa politique de « résistance passive », amena les industriels à céder.

Et le 17 juillet, l'*Industrie und Handels Zeitung* annonçait que le principe des salaires à valeur constante était d'ores et déjà acquis, le taux des salaires devant être hebdomadairement adapté au mouvement prix. Restaient à régler les modalités d'application du principe.

Des directives générales, adoptées par le ministère des Finances et le ministère du Travail pour régler le mécanisme de l'adaptation des salaires aux variations de prix, furent expédiées le 19 juillet, aux Gouvernements des Etats particuliers pour l'instruction des commissaires à la démobilisation et des commissaires de conciliation. Ces instructions ont été publiées par la *Reichs-Arbeits-Blatt* du 1^{er} août: les salaires de base devaient être fixés par de libres contrats de tarif, mais pour de courtes périodes, en général n'excédant pas un mois. Pendant la durée des contrats, l'adaptation des salaires au coût de la vie devait être automatique et se ferait en fonction de l'indice de cherté de vie calculé par l'office de statistique du *Reich*. Un indice spécial devait être enregistré toutes les semaines par un pointage effectué dans vingt-huit localités; on pouvait d'ailleurs se servir d'indices régionaux ou locaux si leur exactitude présentait des garanties suffisantes. Mais les indices autres que ceux de cherté de vie, tels que cours du dollar, cours de l'or, prix de gros, étaient absolument interdits.

Le jour de pointage de l'indice officiel serait le lundi; le

(1) L'indice du prix de la vie suivant un tableau publié par l'*Industrie und Handels Zeitung* du 22 juillet 1923, était passé de 5911 dans la semaine du 2 au 8 juin, à 15.708 du 1^{er} au 6 juillet et à 20.247 du 7 au 13 juillet.

jour de publication le mercredi. L'indice servirait pour la paye du vendredi au samedi suivant. Le supplément à ajouter aux salaires de base fixé par contrat serait déterminé toutes les semaines, au plus tous les quinze jours, en fonction des variations de l'indice. On devait ne pas tenir compte des variations trop minimes: pour cela on fixerait des minima de variation et on arrondirait les chiffres qui se trouveraient inférieurs à cette limite.

On devait, en outre, faire en sorte que les jours d'adaptation et de paiement, et les jours d'expiration des contrats, ne soient pas les mêmes dans toutes les branches de l'industrie; ceci en prévision des difficultés que les employeurs auraient eu à se procurer de l'argent liquide. D'autre part, il convenait de parer aux inconvénients que présenterait pour les ouvriers une dépréciation trop rapide de l'argent dans l'intervalle entre le jour de fixation du salaire et le jour de la paye. Pour cela, on devait rapprocher, autant que faire se pouvait, les dates de paiement, et verser même au besoin des acomptes avant le jour normal de la paye.

La Confédération générale des Syndicats (socialistes) envoya elle aussi des directives générales à ses adhérents, publiées dans le *Correspondance Blatt* du 4 août. Elles sont analogues à celles du ministère du Travail, mais plus précises. Nous en extrayons l'exemple suivant qui servira à préciser les points de vue généraux que nous avons relatés plus haut: « Le salaire fixé par contrat de tarif est de 180.000 marks l'heure pour un indice de cherté de vie égale à 28.892 au 16 juillet; le 23 juillet l'indice est de 36.220, c'est-à-dire qu'il a augmenté de 25 %. Le supplément de cherté de vie à ajouter au salaire fixé par le contrat sera de 25 % soit 4.500 marks. Le salaire horaire sera donc porté à $18.000 + 4.500 = 22.500$ marks.

Tout en étant passé dans la pratique le système des salaires

à valeur stable n'avait pas encore fait l'objet d'un accord général entre les organisations centrales ouvrières et patronales. Ce n'est qu'à la fin du mois d'août qu'une commission mixte, formée par la centrale des fédérations mixtes professionnelles, a arrêté à ce sujet des directives d'ensemble. Elles ne s'écartent guère de celles adoptées par le ministère du Travail et la Confédération générale des Syndicats. On y trouve cependant un mot précis pour désigner le coefficient variable qui correspond à la dépréciation de l'argent (Messzahl) et qui, multiplié par le chiffre de base, donne le salaire. Elles donnent en outre, quelques précisions sur la détermination des salaires: « Comme multiplicateur il y a lieu d'employer un coefficient (Messzahl) tiré de la constatation statistique du coût de la vie, c'est-à-dire des prix de détail puisque seuls les prix des denrées alimentaires, les objets de nécessité déterminent les besoins des ouvriers en moyens de paiement.

« Le choix du coefficient est laissé aux parties qui concluent les contrats de tarif. Mais pour les contrats de tarif nationaux ou pour ceux qui embrassent de grandes régions le mieux sera d'employer l'index pour le Reich de l'office de statistique officiel ou son pourcentage d'augmentation.

« Dans la détermination du taux des salaires et traitements, il faut distinguer: 1° la semaine de salaire c'est-à-dire la semaine pour laquelle est gagné le salaire; 2° le jour de détermination du coefficient, le jour de détermination du salaire. Ce dernier devra coïncider autant que possible avec le premier; 3° le jour du paiement; 4° la semaine de consommation.

« En principe, c'est la valeur de l'argent pendant la semaine de consommation qui devra présider à la mesure du taux du salaire. Cependant, pendant les périodes où la valeur de l'argent ne variera que faiblement, on pourra, sans commettre de trop grosses erreurs, régler le taux du salaire sur le jour

de détermination du coefficient. Pendant les périodes de forte dépréciation de l'argent, cette erreur aurait pour conséquence une chute insupportable du salaire réel. Aussi sera-t-on forcé, en déterminant le salaire, de ne pas tenir compte seulement du coefficient enregistré le jour de la détermination, mais aussi d'évaluer à l'avance l'augmentation probable du coefficient pendant la semaine de consommation; le mouvement du cours du dollar et celui des prix de gros pourront servir d'indication pour cette évaluation par anticipation.

« On ne pourra juger de la justesse de cette évaluation que quand on connaîtra le coefficient de la semaine de consommation. Si l'on constate alors qu'il y a eu dans le salaire un trop perçu ou un moins payé, on opérera une correction de telle sorte que le montant de cette différence soit ajouté ou retranché sur le compte du salaire ou traitement des semaines ou décades suivantes. Pour simplifier les règlements, le montant de cette différence sera rapporté en une seule fois à la somme nouvelle fixée ou évaluée pour le traitement ou salaire.

« Pour ne pas accabler outre mesure les bureaux de salaire de travail improductif, il convient de s'arrêter à ce principe que le paiement par semaine ou par décade est le meilleur procédé, et que dans les temps de forte dépréciation de l'argent, l'évaluation par anticipation qui vient d'être exposée balance la dépréciation. C'est pourquoi on ne devra recourir à plusieurs paiements par semaine que dans des cas tout à fait exceptionnels ».

Citons à titre d'exemple la manière dont les salaires de base du mois d'août ont été fixés pour les employés des industries chimiques du grand Berlin: le salaire de mensuel est devenu hebdomadaire. On a pris pour base les salaires de juillet augmentés de 25 %; la somme ainsi obtenue a été multipliée par 53 et divisée par 13, ce qui a donné le salaire hebdomadaire de base pour le mois d'août, qui est augmenté

chaque semaine suivant un pourcentage correspondant à l'accroissement du coût de la vie.

Quel résultat a donné le nouveau système ? Le Dr Meissinger, dans *l'Industrie und Handels Zeitung* du 30 août, a calculé la valeur réelle des salaires du 12 au 18 août sur la base des prix de gros ; il a ensuite converti en pfennigs-or la valeur-papier d'un certain nombre de taux horaires de salaires. Du tableau publié il ressort que, dans l'ensemble, le salaire horaire en pfennigs-or a considérablement augmenté par rapport à l'avant-guerre. Ainsi pour la métallurgie, en Saxe nous avons le chiffre de 88 pour août 1923 et de 65 pour 1914 ; pour les imprimeurs, les chiffres de salaire horaire sont 99 pour août 1923 et 69 pour 1914 ; dans l'industrie chimique, ils sont de 59 et 51. Ainsi donc, le salaire réel des ouvriers allemands aurait atteint et souvent dépassé le niveau d'avant-guerre. Et il ajoute : « Le problème du salaire est inséparable de la question de la production ; si, pendant que les besoins du peuple allemand restent égaux ou augmentent, la quantité des biens à répartir demeure stationnaire ou diminue, par suite de la baisse de la production allemande, nous allons tout droit à une catastrophe ».

Soulignons cependant que les chiffres fournis par le Dr Meissinger ont été contestés par les journaux socialistes et les dirigeants des syndicats ouvriers. Le 12 septembre 1923, le ministre des Affaires étrangères Stresemann ayant déclaré dans un discours, en se basant sur les statistiques de *l'Industrie und Handels Zeitung*, que dans de nombreux cas les salaires actuels étaient supérieurs à ceux du temps de paix, la rispote ne se fit pas attendre. Les syndicats chrétiens s'empressèrent de critiquer cette déclaration ; le journal *Der Deutsche* écrivait dans son numéro 219 : « Il ne peut être question de prétendre que les salaires actuels aient atteint et même dépassé les taux d'avant-guerre. Il se peut que dans les périodes où le mark

ne se pressait pas comme aujourd'hui vers l'abîme, il y ait eu des jours où le salaire d'une catégorie d'ouvriers, autrefois très mal payés, ait pu arriver au niveau des salaires de paix. Mais il s'agissait de cas exceptionnels et de situations précaires qui ne se sont maintenus que durant une semaine ou deux de la seconde quinzaine d'août; aujourd'hui la régression est générale ».

De son côté, le *Correspondenz-Blatt*, de l'*Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*, publiait un tableau indiquant la capacité d'achat du salaire horaire d'un ouvrier berlinois au mois d'août qu'il commentait en ces termes: « . . . En fait, la situation est que la dépréciation continuelle du mark et la hausse des prix qui la suit de plus en plus immédiatement dépasse continuellement la hausse des salaires fixés par contrat, car les travailleurs ne peuvent pas faire leurs achats au jour de la signature du contrat collectif mais au plus tôt une semaine plus tard. Or, seule la capacité d'achat de la semaine de consommation nous importe. . . . Si l'on compare le salaire d'un ouvrier de la métallurgie dans la dernière semaine d'août avec l'indice du Reich dans la semaine de consommation, indice qui a été de 1.845.261, le salaire horaire n'est que de 0 mk 455 contre 0 mk 70 ou 80 en temps de paix; de plus, il ne faut pas oublier que l'indice du Reich tient compte des dépenses afférentes au loyer. Ainsi malgré le taux très bas des loyers, le salaire n'est plus environ que la moitié de sa valeur réelle d'avant-guerre. . . . Dans la dernière semaine, le rapport du salaire et des prix du commerce de détail accuse un mouvement encore plus défavorable au salaire car la dépréciation du mark, sauf dans les derniers jours du mois, a pris des proportions fantastiques ».

Indiquons pour terminer l'appréciation formulée par le

rédacteur du *Bulletin de la Société d'études économiques* (1) sur le système de salaires à valeur stable: « Par son ajustement très étroit à la hausse du coût de la vie, la hausse automatique de salaires a poussé plus que jamais à la hausse des prix. Elle a contribué à la crise d'inflation, qui a atteint au mois d'août un degré d'acuité inouï. Cette crise d'inflation a aggravé la pénurie des moyens de paiement. Les procédés tendant à resserrer les dates de paiement des salaires et à augmenter le montant des salaires à une vitesse accélérée et dans une mesure imprévisible, même une semaine à l'avance, ont encore ajouté aux difficultés matérielles qu'avaient les entreprises à se procurer l'argent liquide indispensable. L'argent fut insuffisant dans un assez grand nombre d'usines pour suffire au paiement de tous les ouvriers et des troubles éclatèrent.

D'une façon générale, les salaires étaient fixés et payés à la fin de chaque semaine en fonction de l'indice du coût de la vie enregistré au début de ladite période. Mais au moment du paiement, la dépréciation de l'argent les avait déjà rendu insuffisants, et avant la paye suivante leur valeur avait achevé de fondre entre les doigts des ouvriers. Il fallut tenir compte à l'avance lors de chaque fixation de salaire, de ce phénomène de volatilisation et relever la rémunération ouvrière en conséquence. C'était là l'origine de conflits continuels, car si patrons et ouvriers n'avaient qu'à relever l'indice du coût de la vie pour savoir quel coefficient de majoration devait correspondre à la hausse déjà atteinte des denrées, ils ne s'entendaient plus au sujet de la hausse future dont il y avait lieu de tenir compte. D'ailleurs, même dans les cas où ils s'entendaient, ils ne tombaient jamais juste; et toutes les semaines, et

(1) *Bulletin de la Société d'Études Économiques*, du 30 septembre 1923.

même plusieurs fois par semaine, il fallait fixer et payer des avances ou des rappels pour raccorder tant bien que mal la valeur des taux de salaires à celle de la monnaie. Cet imbroglio imposait aux établissements un travail compliqué et encombrant de comptabilité. D'autre part, il devenait impossible de calculer le prix de la main-d'œuvre, et on n'arrivait plus à se procurer à temps les moyens de paiement nécessaires.

En même temps, malgré d'innombrables réajustements, la valeur réelle des salaires depuis le mois de septembre allait en baissant; ainsi, par suite de l'avalissement prodigieusement rapide du mark et de la pénurie des moyens de paiement, toute chose que le système de salaire à valeur stable avait d'ailleurs contribué à produire, il devenait insuffisant sinon inutile.

SECTION II

L'ÉCHELLE MOBILE EN ANGLETERRE

En Grande-Bretagne le système de l'échelle mobile a été appliqué à un certain nombre d'industries. Les négociations qui eurent lieu à ce sujet entre les organisations patronales et ouvrières utilisèrent les résultats d'enquêtes officielles publiées régulièrement par les soins du Ministère du Travail et calculant les variations du coût de la vie par rapport à la période d'avant-guerre. Ces calculs se fondaient sur les dépenses présumées en 1914 d'un travailleur mensuel aux gages d'environ 40 sh. par semaine ayant à faire vivre sa femme et deux ou trois enfants. Ils mesuraient l'augmentation moyenne de dépenses requise pour maintenir sans changement le niveau d'existence d'avant-guerre d'une telle famille. Le détail

des accords basé sur l'échelle mobile est extrêmement compliqué. Certains étaient sujets à révision tous les mois, mais la grande majorité étaient révisibles tous les trois mois.

Le nombre des travailleurs soumis à ce régime était de 1 million 650.000 environ dont 200.000 ouvriers du textile et 650.000 cheminots. Citons quelques exemples de ce genre de contrats :

Pour les *cheminots*, c'est au début de 1920 qu'un accord intervint entre le gouvernement Britannique et les dirigeants de la Fédération des cheminots. Au salaire moyen d'avant-guerre de chaque catégorie (leur nombre avait été ramené de 512 à 88) il fut ajouté 38 sh. d'indemnité exceptionnelle. Ce total devait rester immuable jusqu'au 30 septembre 1920. A partir de cette date, il devait varier d'un sh. par semaine pour chaque hausse ou baisse de 5 points de l'indice de cher-té de vie qui se trouvait à l'époque de la convention à 125 % au-dessus du niveau d'avant-guerre. Au cours de réunions trimestrielles tenues au début de mars, juin, septembre et décembre, le Comité central des salaires devait opérer la fixation des nouveaux salaires d'après le prix de la vie au début du mois en cours. Des variations analogues s'appliquaient au personnel des bureaux et aux fonctionnaires des compagnies jusqu'à concurrence de £. 5 sur les traitements annuels et de 2 sh. sur la rémunération de la semaine (1).

Il convient de signaler une clause particulière du contrat qui montre bien la tendance ouvrière à maintenir autant que possible les gains acquis à la suite de circonstances favorables : l'étalon permanent pour les différents emplois, dou-

(1) Les salaires étaient en outre, uniformisés pour un même emploi, sur tous les réseaux, le pays étant seulement divisé en trois groupes : Londres et les dépôts situés dans un rayon de 10 milles de Charing Cross ; les petites gares et les dépôts de campagne ; les autres localités.

blait pour le moins le taux d'avant-guerre et constituait un minimum au-dessous duquel on ne pourrait descendre en aucun cas et quel que fût le prix de la vie.

« Pour les industries du *textile* du Lancashire, du Derbyshire et en Ecosse une certaine somme uniforme pour des catégories données de travailleurs était considérée comme salaire normal. En supposant l'index à 120 %, le salaire des ouvriers de plus de 21 ans était de 36 sh. 3 d. par semaine; de 28 sh. 10 d. pour ceux de 18 à 21 ans; de 20 sh. 5 d. pour ceux de 16 à 18 ans; de 15 sh. 7 d. au-dessous de 16 ans.

« A chaque point au-dessus de 100 correspondait une augmentation de 1 %. Pour chaque point au-dessous une diminution de 0,8426 %.

« Dans l'industrie de la *teinture*, du *blanchiment* et de la *blanchisserie*, toute tranche complète de 10 points au-dessus ou au-dessous de 150 dans l'index de cherté de vie amenait une variation de salaire de 3 sh. par semaine, pour les ouvriers gagnant 40 sh. ou plus par semaine; de 2 sh. pour les ouvriers et ouvrières gagnant de 20 à 40 sh.; de 1 sh. au-dessous de ce taux ». (1)

Enfin pour les *fonctionnaires* le mécanisme de fixation des traitements fut établi au début de 1920.

L'indemnité de vie chère de base était proportionnelle à l'index du prix de la vie. Au 1^{er} mars 1920 l'indemnité avait été fixée à 130 % du salaire pour les premiers 35 sh. de gains par semaine, à 60 % des £ 108, 15 sh. suivants des traitements annuels, et à 45 % des traitements dépassant £ 200 par an. Les index indiquaient alors une augmentation de prix de la vie de 165 %.

L'indemnité de vie chère devait être relevée ou réduite de 1/26 toutes les fois que les index montaient ou baissaient de

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Economiques* du 3 mars 1921.

5 points (le chiffre de base étant 130). La révision des traitements devait avoir lieu tous les 6 mois.

Exposons brièvement les critiques qui furent formulées dans le courant des années 1921 à 1923 contre l'adaptation automatique des salaires au coût de la vie. Ce système fut, en effet, vivement attaqué et par les patrons et par les ouvriers.

Du côté patronal, la « *London Joint City and Midland Bank* », dans sa revue mensuelle de novembre 1920 protestait « contre l'usage abusif qui était fait des indices économiques publiés par le Ministère du Travail ». Après avoir brièvement rappelé dans quelles conditions ces indices étaient établis, et montré qu'ils ne mesuraient nullement la hausse du coût de l'existence, en général, elle ajoutait : « au 1^{er} octobre 1920 l'accroissement moyen du coût de la vie était de 164 % au-dessus du chiffre d'avant-guerre ; mais cet accroissement moyen ne s'appliquait pas au cas de ceux qui, en 1914, étaient au point de vue de leur rémunération dans une situation plus favorable que l'ouvrier en question. On ne tient généralement pas compte d'un facteur, qui prend de plus en plus d'importance, à mesure que s'élève le niveau des salaires. La proportion des dépenses consacrées aux différents articles, varie à mesure que le revenu augmente ; la partie réservée aux articles de nécessité essentielle est d'ordinaire inversement proportionnelle à l'augmentation du total dépensé. D'ailleurs, dans tous les foyers, bien des dépenses qui s'inscrivaient quotidiennement au budget de 1914 ont été, depuis lors réduites, ou complètement retranchées par suite du manque de marchandises ou de leur prix accru ».

De leur côté, les organisations ouvrières n'étaient guère satisfaites des indices économiques du Ministère du Travail. Le Comité Parlementaire du Congrès des Trade Union, Le Labour Party et l'Union Coopérative constituèrent à la fin de l'année 1920 une commission chargée d'étudier le coût de

l'existence. D'après les résultats de ses travaux, publiés en avril 1921, les chiffres fournis par le Ministre du Travail étaient inexacts: c'est ainsi qu'en septembre 1920, le coût de la vie était de 189 % par rapport à 1914, alors que d'après le Ministère du Travail il n'était que de 161 %. Par suite, l'ouvrier gagnant avant la guerre 4 sh. par semaine touchait en septembre 1920, 63 sh., sa rémunération étant réglée sur les nombres indices du Ministre du Travail alors que d'après les nombres de la Commission il aurait eu droit à 72 sh. 3 par semaine. Cependant, malgré ces critiques, le système fonctionnait normalement.

C'est ainsi que l'index de cherté de vie, après avoir régulièrement monté durant l'année 1920 jusqu'au mois de novembre, où il atteignit le maximum de 176, baissa régulièrement à partir de cette époque et presque d'une manière ininterrompue dans le cours des années qui suivirent. Les salaires, conformément aux accords conclus, subirent une baisse proportionnelle à la diminution de l'index de cherté de vie. Citons quelques exemples de ces réductions:

« Pour les fonctionnaires, l'index de base ayant été ramené à 130 au lieu de 165 en septembre 1921, la baisse était de 35 points ou 7 fois 5 points; l'indemnité était réduite de 7/26. Les indemnités des fonctionnaires étaient donc réduites à partir du 1^{er} septembre de 10 % pour les traitements allant de £ 501 à £ 699, de 20 % pour ceux allant de £ 800 à £ 899 et ainsi de suite la réduction augmentant de 5 % pour chaque £ 100 supplémentaire ». (1)

De leur côté, les *cheminots* avaient bénéficié d'une augmentation de 1 sh. par semaine pour le trimestre commençant au 1^{er} janvier 1921; « l'indice étant passé de 161 en septembre

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Economiques* du 3 mars 1921.

1920 à 169 en décembre, subirent pour le trimestre commençant au 1^{er} avril une diminution de 2 sh. par semaine, l'indice étant descendu à 133 ».

Plus tard les critiques patronales et ouvrières revêtirent un autre caractère: alors, que du côté patronal M. Arthur Balfour, grand industriel de Sheffield, saisissait le 17 janvier 1923 l'Association des Chambres de Commerce Britanniques, lors de sa réunion trimestrielle du vœu suivant:

« L'Association ayant examiné la méthode qui consiste à fixer les salaires d'après l'indice de cherté de vie, émet l'opinion que cette méthode, si elle ne tient pas compte de la production aussi bien que de l'index de cherté de vie, est incomplète »... Et après avoir déclaré que le mode de calcul des salaires, qui se fonde sur l'index, est devenu partie intégrante de la situation industrielle. M. Balfour ajoutait: « En temps de paix, les salaires ne sauraient reposer que sur des données exactes, et nous avons à faire rentrer en ligne de compte le travail utile qui correspond à ces salaires si nous nous mettons à les fixer sans égard à la production, nous ne tarderons pas à passer devant le syndic de faillite. » De même dans un article du *Times* du 18 janvier 1923, Sir Josiah Stamp, statisticien anglais fort connu, déclarait: « avec ce système (de l'Echelle mobile) on n'arrivera jamais bien à taxer les classes ouvrières. Si l'indice doit continuer à figurer parmi les rouages administratifs de l'industrie, il faudrait au moins le tenir à jour. Et il faudrait le compléter par un index de la production nationale suivie d'année en année. On fait un mal ininterrompu en laissant croire aux masses qu'elles peuvent continuer à vivre sur le même pied qu'avant la guerre. Comme si, ce qu'elles consomment n'était pas rigoureusement fonction de ce qu'elles produisent ».

Du côté ouvrier, la période de baisse des produits ne pouvait (en montrant le revers de la médaille), que susciter des

désillusions et provoquer des critiques. Nous avons vu plus haut, les contestations ouvrières au sujet de l'exactitude des chiffres établis par le Ministre du Travail.: D'autre part, les journaux socialistes au début de 1921, critiquaient amèrement ces index qui ne tenaient plus compte du relèvement du tarif des transports et de la loi mettant fin à la limitation du prix des loyers.: D'ailleurs, un mouvement grandissant de protestation se développa au cours des années 1921 et 1922 « contre ce que de nombreux Trade-Unionistes appellent dédaigneusement « la base alimentaire des salaires » (Wage fodder basis). Et le retour au simple niveau d'avant-guerre leur paraît inadmissible ». (1)

Citons pour terminer quelques passages caractéristiques de deux articles du *Times* du 17 et 19 janvier 1923, parus sous la signature du professeur Bowley et qui nous paraissent devoir éclairer suffisamment la question. Tout d'abord, il refait l'historique de l'Etablissement des index-numbers. Il remarque qu'évidemment ils présentent quelques erreurs et quelques faiblesses. En particulier, ils ne tiennent pas compte suffisamment de la substitution à des produits devenus trop chers, de produits similaires meilleur marché. Et il ajoute: en prenant pour base le salaire de 1913, et en élevant ou abaissant le salaire courant en fonction du coût de l'existence, on assure à chaque travailleur la même quantité de denrées qu'en 1913, que la masse de denrées à distribuer soit d'ailleurs supérieure ou inférieure à ce qu'elle était alors. Or, la production nationale a baissé de 25 % environ. Par suite le jeu de l'échelle mobile a pour résultat que ceux qui en bénéficient, touchent plus que leur part. Mais, dit-il en concluant: après tout l'argent qu'ont fait perdre à l'industrie Britannique d'interminables conflits de salaires, tout le monde

(1) *Bulletin de la Société d'Etude*, du 15-8-22.

ne demande qu'à sauter sur une méthode qui permette d'éliminer les difficultés. Or, dans beaucoup de métiers, celle qui consiste à régler les salaires sur l'index officiel de cherté de vie a incontestablement rendu les rapports entre patrons et ouvriers plus harmonieux. Elle a permis de réduire automatiquement les salaires en 1921 et en 1922, sans provoquer ni désordre ni mécontentement sérieux. : C'est d'ailleurs là, le principal argument en faveur, sinon le seul. Mais il présente une importance capitale.

CHAPITRE II

Les Indemnités pour charges de famille

Le second remède aux maux causés par l'instabilité monétaire ne présente pas le même caractère de généralité que le système de l'adaptation automatique qui a fait l'objet de notre précédent développement. Il ne s'applique en effet, qu'au cas des employés mariés ou pères de famille.

Les salariés et fonctionnaires des trois pays qui font l'objet de notre exposé ont bénéficié de cette institution. Nous l'étudierons en France et en Allemagne seulement.

SECTION I

SURSALAIRE FAMILIAL ET INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLE, EN FRANCE

En France, l'idée d'attribuer aux salariés pères de famille des allocations complémentaires de leurs salaires, avait déjà été appliqué avant la guerre dans les administrations publiques et par les compagnies de chemins de fer. « Une loi du 7 avril 1917 vint régler en les unifiant les divers systèmes alors en vigueur à ce sujet dans les différentes administrations. Il n'est pas douteux que l'industrie privée se soit inspirée de ces précédents pour créer les allocations familiales et les caisses de compensation destinées à en répartir

équitablement la charge parmi les industriels ralliés à ce système de sursalaire. La pratique des allocations familiales telles qu'elles existent aujourd'hui est née de la guerre sous la double influence du courant philanthropique et des nécessités dues aux circonstances de l'époque ». (1)

Le mouvement en faveur des allocations familiales dans l'industrie s'était d'abord développé dans la région de Grenoble. En 1918 il dépassait les limites du Dauphiné, et à partir de 1920 il s'étendait à toute la France. Les fonctionnaires de leur côté (tout au moins les fonctionnaires subalternes) virent le système des indemnités pour charges de famille d'abord appliqué seulement à quelques catégories d'agents se généraliser à partir de 1917.

Nous allons étudier successivement les allocations familiales dans l'industrie, et les indemnités pour charges de famille des fonctionnaires.

Dans l'industrie, cette institution après s'être rapidement développée jusqu'en 1922 (1) subit un certain arrêt dans son développement à cette date. De nombreuses critiques patronales et ouvrières et la mauvaise situation économique étaient la cause de ce flottement. De nombreux patrons atteints par la crise industrielle déclaraient ne point pouvoir continuer à assumer les charges relativement lourdes que leur imposait l'abonnement aux caisses de compensation. Mais c'étaient surtout les milieux syndicalistes qui se montraient hostiles aux allocations familiales. Les objections des dirigeants de syndicats ouvriers furent développées lors d'une enquête faite sur

(1) Roger Picard : les allocations familiales dans l'industrie privée en France. Art. de la *Revue Internationale du Travail* du 7 février 1924.

(-) Les caisses de compensation comptaient à cette époque 5500 établissements adhérents, intéressaient 700.000 ouvriers et avaient versé 80 millions pour l'année 1921.

la matière par le journal « *Le Peuple* » (2), à la fin de 1921 ; elles furent plus tard reprises et exposées à nouveau dans une étude faite dans « *La Voix du Peuple* » (3) au début de 1923. La grande raison de principe de l'hostilité syndicale était qu'il n'appartenait pas aux patrons d'organiser les caisses de compensation et de régler à leur gré le paiement des allocations. Ces versements présentant le caractère d'une sorte d'assurance contre les risques familiaux, c'était à l'Etat qu'incombait le soin d'organiser ces caisses et à la collectivité d'en supporter les charges.

Mais les principaux arguments développés furent des arguments de fait et d'ordre pratique : les employeurs en sortant de leur rôle, qui était de payer le salaire proprement dit, n'agissaient point par philanthropie, mais avec une arrière-pensée évidente. Les allocations n'étaient entre leurs mains qu'un moyen d'entraver les ouvriers et de combattre l'effort syndical ; les patrons ne pouvaient en effet, résister à la tentation de les utiliser pour briser les mouvements de revendications ouvrières en en retirant le bénéfice aux grévistes (1).

D'un autre côté, les allocations étaient dans la plupart des cas, si faibles qu'elles ne représentaient guère que des aumônes. Enfin elles avaient sur les salaires une répercussion fâcheuse en limitant à quelques catégories d'ouvriers les sacrifices que les employeurs étaient forcés d'accorder en raison de la cherté de la vie.

En conséquence, les syndicats réclamaient le transfert de

(1) Journal *Le Peuple*, mois de décembre 1921.

(2) *La Voix du Peuple*, 15 janvier 1923.

(3) M. Ley, secrétaire du Consortium du Textile de Roubaix déclarait au Congrès des caisses de compensation de Nantes en juin 1923 : La suppression des allocations familiales pour le mois en cours, en cas de grève, a été un moyen vraiment efficace pour les éviter.

l'administration des allocations aux mains de l'Etat avec droit de contrôle pour les ouvriers. En attendant cette transformation, ils demandaient que le régime de l'allocation fut rendu obligatoire pour toute l'industrie.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces critiques dans notre conclusion. Nous allons essayer pour le moment, de montrer quelles difficultés cette institution a eues à surmonter; la manière dont elles ont été résolues; le problème du caractère juridique des allocations et la question du caractère obligatoire à donner au système.

Une des principales raisons qui rendit la diffusion de ces indemnités fort malaisée provenait du fait que les patrons n'étaient nullement astreints au paiement des allocations. Dans ces conditions, il était à craindre que les patrons, pour éviter une charge excessive, ne se refusent à appliquer le système à leurs employés; d'ailleurs, quand bien même ils auraient admis le principe des primes à payer à leurs ouvriers, ils pouvaient facilement en recrutant exclusivement des célibataires, éviter toute charge à leur industrie. Aussi pour parer à l'inégalité de situation économique, qui auraient existé entre deux employeurs, dont l'un assumait le versement de nombreuses allocations à des chefs de famille et dont l'autre employait une forte proportion d'ouvriers célibataires, les industriels organisèrent entre eux « des caisses de compensation ». « Le patron versait à la caisse de compensation une contribution correspondant aux charges moyennes de l'allocation familiale, et recevait de la caisse les sommes rigoureusement nécessaires, pour le paiement des allocations dues à son personnel » (1).

Le système de répartition des charges nécessitées par le paiement du sursalaire entre les adhérents des caisses de

(1) M. NOGARO à son cours 1922-23.

compensation variait beaucoup suivant les régions et les industries. Dans l'agriculture par exemple on fixa généralement la cotisation du patron en tenant compte du nombre d'hectares ensemencés et en introduisant parfois dans ce calcul un coefficient variant selon la nature des cultures exploitées. Mais en nous plaçant à un point de vue général, nous constatons deux systèmes de répartition: les versements étaient proportionnels soit aux effectifs ouvriers; soit aux salaires par eux versés à leur personnel. Le premier système était surtout en faveur dans les industries ayant pour objet une exploitation de longue durée et dont le personnel ne subissait guère de modifications. Le second, plus rationnel — et qui ne présentait que l'inconvénient d'obliger le patron à révéler un chiffre qu'il pouvait désirer tenir secret — fut le mode de fixation des redevances patronales le plus généralement adopté.

La détermination des allocataires et le taux des allocations accordées variait suivant les industries et les régions. Il existait à cet égard deux types de caisses: le type professionnel et le type régional, qui coexistaient d'abord; mais le dernier tendit de plus en plus à l'emporter et à se généraliser.

La base corporative avait au début ses partisans quand il s'agissait de tenter une expérience; le cadre restreint de la profession offrait de réels avantages. Mais à l'heure actuelle, le système régional se trouve sans aucun doute plus conforme à la nation même du sursalaire: on veut aider la famille ouvrière à subsister; or le coût de la vie varie par région et non par profession; on veut encourager la natalité; ici encore c'est l'intérêt régional qui est en cause, puisqu'il s'agit d'obtenir pour la région une réserve de travailleurs. D'autre part, la caisse régionale permet un meilleur contrôle sur la distribution des allocations et empêche les fraudes qui pourraient se produire avec des caisses professionnelles distinctes.

Au point de vue juridique, une discussion s'est engagée en France sur la question de la nature véritable de l'allocation familiale. Alors que les patrons déclaraient la considérer comme une pure libéralité ne rentrant pas dans le salaire, de nombreux auteurs soutenaient au contraire qu'elle rentrait bien dans le cadre du salaire et que la seule volonté patronale ne pouvait modifier le caractère juridique d'une institution. Cette question présentait un grand intérêt pratique, car il s'agissait de savoir si les allocations seraient comprises dans le calcul du salaire de base servant à fixer les indemnités dues à la victime en cas d'accident du travail. Contrairement à la thèse des tribunaux qui avaient commencé par juger qu'elle ne devait point être considérée comme faisant partie du salaire, la Cour de Cassation par un arrêt exposant la motion juridique complète du salaire démontra qu'elle rentrait bien dans cette motion.

Il parut nécessaire après la guerre, pour favoriser l'extension du système d'allocations familiales de leur donner un caractère obligatoire. Tel était le but que se proposait M. Bokanowski en février 1920 en déposant sur le Bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet « l'aide aux familles nombreuses par l'institution du salaire familial ». Cette proposition tendait « à rendre obligatoire pour toute personne employant pendant 15 jours par an et 5 heures par jour une autre personne à un travail salarié l'adhésion à une caisse de compensation et le versement de cotisation destinée au paiement des allocations familiales ». Ces allocations comprendraient des « salaires de grossesse » (payables pendant deux mois), des primes fixes de naissance (66 % du salaire du mois), des primes d'allaitement (10 % du salaire pendant 10 mois), enfin des allocations de 5 à 7 % du salaire pour tout enfant mineur de 14 ans.

D'après ses calculs, la cotisation patronale aurait dû être

fixée à 5 % des salaires payés pour compenser les frais de l'institution. Cette proposition fut vivement critiquée par la grande majorité des employeurs; la grande raison de l'hostilité patronale provenait du fait que la proposition Bokanowski aurait imposé à l'industrie une charge de 5 % alors qu'elle n'était avec le système d'allocations en vigueur que de 1,80 % environ. Cependant le système de l'obligation paraît avoir de plus en plus la faveur des pouvoirs publics et même des industriels de certaines régions. C'est ainsi que les industriels du textile de la région Roubaix-Tourcoing et les entrepreneurs du bâtiment parisien se sont montrés partisans de l'obligation d'adhérer aux caisses de compensation. De son côté le Gouvernement par une loi du 13 juillet 1923 a commencé à assurer l'extension du principe de l'obligation. Désormais les soumissionnaires des marchés passés au nom de l'Etat devront obligatoirement assurer à leur personnel des allocations et devront être affiliés à des caisses de compensation.

Pour les fonctionnaires, l'Etat qui avait commencé avant la guerre à accorder quelques primes familiales (supplément aux militaires chargés d'enfants), généralisa cette institution par la loi du 7 avril 1917, qui attribua aux fonctionnaires subalternes de tous les départements ministériels des allocations prévues primitivement pour les militaires de carrière seulement. Une loi du 4 novembre 1918 vint finalement supprimer toute restriction en ce qui concernait le maximum de traitement, de sorte qu'on peut dire aujourd'hui que tous les fonctionnaires de l'Etat en France ont droit à des allocations de famille proportionnelles au nombre d'enfants. Le tarif est de 330 fr. pour chacun des deux premiers enfants et de 480 fr. à partir du troisième.

Enfin, la loi de finance du 26 janvier 1923 a accordé au personnel civil et militaire de l'Etat une augmentation d'indemnité pour charges de famille de 120 fr. par an pour chaque

personne à partir de la deuxième donnant droit à l'attribution de cette indemnité.

SECTION II

INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLE EN ALLEMAGNE

1° *Salaire social*. — En Allemagne, avec le *Familien lohn*, la rémunération de l'ouvrier n'est plus exclusivement calculée d'après le travail fourni mais tient également compte des besoins de la famille du travailleur. Cette conception du salaire social est née des circonstances économiques amenées par l'inflation; avant la guerre, le salaire normal d'un ouvrier étant en général suffisant pour satisfaire les besoins d'une famille ouvrière moyenne. Elle est défendue par les patrons en raison de ses avantages économiques; les syndicats libres au contraire la critiquent et la rejettent au nom du principe de justice à travail égal salaire égal.

Déjà, pendant la guerre, au mois de mai 1915, les cheminots touchaient une indemnité exceptionnelle de cherté, dont le taux variait avec le nombre d'enfants. En décembre 1916, la loi sur le service civil obligatoire déclarait dans son article 8: « On pourra vérifier si le salaire permet l'entretien non seulement de l'ouvrier mais encore des personnes à sa charge ».

A la fin de la guerre, la pratique du salaire familial est courante dans toutes les industries. La *Besoldungsgesetz* du 30 avril 1920 l'introduisit définitivement pour les traitements des fonctionnaires en stipulant dans son article 16, que les fonctionnaires toucheraient pour tout enfant à leur charge un supplément de traitement. En 1919, après la révolution, le triomphe des idées de nivellement égalitaire fit disparaître en

grande partie les « Zulagen ». Mais l'augmentation constante de la cherté de la vie fit renaître l'idée du salaire familial. Comme le disait le D^r Paffrath (1) « notre revenu national ne nous permet plus de payer maintenant comme autrefois un Leistenslung répondant aux besoins d'une famille ouvrière. Le maintien du système de salaire actuel entraînerait une misère effroyable pour les familles nombreuses et rendrait presque impossible la tâche d'élever la génération qui vient. Le seul moyen de garantir au moins une existence précaire à nos 60 millions d'Allemands est de payer aux ouvriers un salaire qui ne dépende pas uniquement du travail fourni par eux, mais tienne compte des besoins de leurs familles ».

D'ailleurs, avec la limitation expresse de la journée de travail, le chef de famille laborieuse était dans l'impossibilité de gagner grâce à des heures supplémentaires l'argent qui lui était nécessaire pour l'entretien de sa famille. Aussi les associations professionnelles chrétiennes défendirent avec ardeur et propagèrent l'idée du Soziallohn. Au congrès d'Essen de 1920, les syndicats chrétiens prenaient la décision suivante: « le salaire n'étant pas seulement un facteur des frais de la production, et constituant également le revenu de l'ouvrier, revenu au moyen duquel il doit entretenir toute sa famille, son salaire doit le mettre à même de veiller à cet entretien dans ces conditions favorables et de ne pas laisser végéter les siens en-dessous d'un certain standard of life. C'est pourquoi il est nécessaire, dans le calcul de son salaire, de tenir compte de sa famille et de lui accorder les indemnités suffisantes fournies au besoin par une caisse de compensation » (1). Ils voulaient que le salaire réel fut la règle de demain et non pas seulement un fait exceptionnel dû à la cherté croissante

(1) D^r Paffrath dans la « Deutsche Werkmeister Zeitung » du 14 juillet 1922.

(2) MAINGUY, ouvrage cité, page 127.

de la vie et à la situation économique anormale dans laquelle se trouvait l'Allemagne depuis la guerre.

Cette conception paraît avoir été de plus en plus en faveur auprès des patrons, et il semble bien que cette institution demeure même après l'assainissement monétaire. Nous voyons là un des rares bénéfices peut-être même le seul que la classe ouvrière aura retiré de la période d'instabilité monétaire.

Mais la grande majorité des syndicats était toujours opposée au salaire social et cela pour deux raisons principales: tout d'abord par principe, le *Leistungslohn* devant être, selon eux, la rémunération du travail de l'ouvrier. Mais encore et surtout pour des motifs d'ordre pratique que le *Courrier* (1) (organe des ouvriers de la fédération des transports), condensait dans une formule lapidaire qui traduisait la pensée de la majorité des ouvriers: les employeurs ne veulent pas donner aux ouvriers mariés plus qu'il leur revient, ils veulent donner aux célibataires moins que leur part.

Cependant le salaire social s'était malgré tout développé dans la majorité des industries allemandes. Il est la règle à l'heure actuelle dans les services publics, l'industrie minière, les usines métallurgiques, etc.

La détermination des allocations familiales se fait de la manière suivante: dans la majorité des cas on détermine des suppléments devant être payés en sus du salaire; ces suppléments comprennent en général deux éléments: le « *Frauen-geld* », qui est accordé aux ouvriers mariés et le « *Kindern-geld* » qui est accordé pour chaque enfant. Ces suppléments sont calculés soit proportionnellement au salaire de base, soit indépendamment du salaire.

En Allemagne aussi, comme en France, pour parer au danger de voir les patrons recruter exclusivement leur main-

(1) *Courrier* du 29 août 1921.

d'œuvre parmi les célibataires, ont été fondées des organisations mutuelles appelées « Berufskassen ». Leur but répond à celui de nos caisses de compensation sur lesquelles d'ailleurs elles ont souvent pris exemple. Ces institutions groupent en général les industries de la même branche de toute une région ; une seule s'étend à toute l'Allemagne : celle des pharmaciens.

Le mécanisme de ces caisses de compensation est fort compliqué ; disons seulement qu'il se base sur l'un ou l'autre des deux systèmes suivants : soit prendre comme base le nombre des ouvriers ; soit répartir les allocations proportionnellement au salaire versé. Pour les entreprises où le nombre d'ouvriers ne varie pas sensiblement et dans lesquelles les ouvriers restent longtemps, le système de la répartition proportionnelle au nombre d'ouvriers est généralement adopté.

Cette institution du salaire familial constitue une heureuse modification de la conception trop étroite du salaire d'avant-guerre, qui ne tenait compte que du seul travail de l'ouvrier sans se préoccuper des besoins de sa famille. Cette innovation présente pour la France un intérêt d'autant plus grand, que notre pays subit de nouveau, après une légère amélioration consécutive à la guerre, une grave crise de la natalité : le chiffre des décès est sur le point de dépasser celui des naissances ; c'est là une circonstance fâcheuse qui pourrait avoir pour notre pays les conséquences les plus désastreuses.

Mais il conviendrait, si l'on veut véritablement améliorer la condition du salarié père de famille, d'employer des méthodes plus radicales, comme par exemple d'instaurer l'obligation de l'institution des primes pour charges de famille, qui n'a malheureusement pas encore été votée par le Parlement. D'autre part, le chiffre des allocations est trop souvent dérisoire et ne compense en aucune manière les charges très

lourdes occasionnées à l'ouvrier par l'entretien de sa famille. Il devrait être considérablement relevé dans la grande majorité des cas. Enfin, le principe de l'obligation empêcherait désormais les patrons de pouvoir présenter comme ils le font trop souvent l'allocation familiale comme une pure libéralité de leur part pouvant être supprimée suivant les circonstances; elle les empêcherait surtout de s'en servir comme d'une menace pour gêner l'action syndicale et forcer les pères de famille à ne point participer aux grèves.

Lu et approuvé:

Le Président,
M. NOGARO.

Vu:

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — France

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Charles Gide, *Cours d'économie politique* 2 volumes, Paris 1920.

OUVRAGES SPÉCIAUX ET PUBLICATIONS OFFICIELLES

- 1° Collection du *Journal Officiel*.
- 2° Collection du *Bulletin de la Statistique générale de la France*.
- 3° Collection du *Bulletin du ministère du Travail*.
- 4° Politique économique et financière de la France (Semaine de la Monnaie).

REVUES ET JOURNAUX

- 1° Collection de la *Revue Internationale du Travail*.
- 2° Collection de la *Revue d'économie politique*.
- 3° Collection des *Informations sociales du Bureau International du Travail*.
- 4° Collection de la *Revue du Travail de Belgique*.
- 5° Publication sur les fluctuations des salaires (Bureau International du Travail (2 vol.)).
- 6° Collection de la *Voix du Peuple*.
- 7° Collection de l'*Information sociale*.
- 8° Collection de l'*Atelier*.

II. — Angleterre

OUVRAGES SPÉCIAUX ET PUBLICATIONS OFFICIELLES

- 1° *Labour Gazette*.
- 2° A tract on monetary Reform (Keynes).
- 3° Rapport du Comité Withley.
- 4° Rapport du Comité Cumliffe.
- 5° Rapport du comité Anderson.
- 6° Charles Rist, *la déflation en pratique* chez Géard 1924.

REVUES ET JOURNAUX

- 1° *Bulletin de la Société d'études économiques*.
- 2° Collection de la *Contemporary Review*.
- 3° Collection du *Times*.
- 4° Collection du *Cablogramme*.
- 5° Collection du *Daily Telegraf*.
- 6° Collection du *Manchester Gardian*.
- 7° Collection de la *Westminster Gazette*.

III. — Allemagne

OUVRAGES SPÉCIAUX ET PUBLICATIONS OFFICIELLES

- 1° Reichs Arbeitsblatt (années 1921, 22, et 23).
- 2° Wirtschafts und Statistik (années 1922 et 23).
- 3° Ch. Rist *Les Finances de guerre de l'Allemagne*, 1921.
- 5° Mainguy : *Contribution à l'étude des salaires en Allemagne, après la guerre*. Thèse.

REVUES ET JOURNAUX

- 1° Collection de la *Revue di Glocke*.
 - 2° Collection de l'*Industrie und Handels Zeitung*.
 - 3° *Correspondenz Blatt de la Fédération Générale des Syndicats*. ..
 - 4° Collection de la *Revue de la Presse Allemande*.
 - 5° Collection de la *Frankfurter Zeitung*.
 - 6° Collection du *Berliner Tagblatt*.
 - 7° Collection de *Der Deutsche*.
 - 8° Collection de la *Freiheit*.
 - 9° Collection du *Vorwaerts*.
-

IMPRIMERIE M. CHEVALIER, SAUMUR
